Comment Sarko passe les plats à Marine Le Pen pour obtenir sa grâce

P. 2

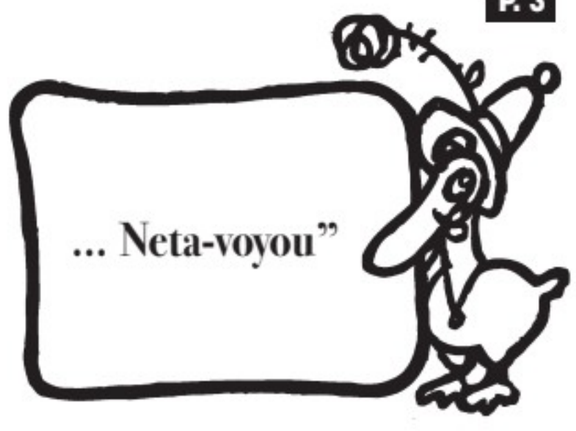
Les tactiques foireuses de Macron pour réduire au silence les réseaux sociaux

P. 3



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



111e ANNÉE – N° 5529 – mercredi 28 octobre 2026 – 2,20 €

D.O.M. 2,60 € - Suisse 3 CHF - Belgique / Luxembourg 2,40 € - Grèce 2,50 € - Espagne / Port. Cont 2,50 € - Italie 2,50 € - Tunisie 7,2 DT - Maroc 27 DH - Afrique CFA 1700 CFA - Allemagne 3,20 € - Canada 4,5 CAD - GB 2,40 £

Lecornu n'a pas réussi à faire taire les lycéens :

"Ils m'ont recalé à Parcours-chut !"

PARCOURSUP SERA REMPLACÉ



Les réseaux de la colère

« *Les réseaux sociaux abîment notre démocratie* », s'est lamenté Macron lundi 26. Difficile de lui donner totalement tort, mais les réseaux ne sont malheureusement pas les seuls. En visite à Marseille, notre encore président de la République les mettait en cause en matière de « *déréalisation de la violence* » et comme « *instruments de la mobilisation du pire* » dans leur utilisation par les casseurs et les pilleurs, qui n'abîment pas seulement les bâtiments publics et les vitrines, mais aussi, à leur fracassante manière, la démocratie. Rien de tout cela n'est, bien sûr, à prendre à la légère, mais il y a plus inquiétant.

La surenchère sécuritaire qui, après le « *chaos* » des 17 et 18 octobre, s'est ensuivie chez bon nombre des candidats de droite à la présidentielle, comme au sein de l'exécutif, a fait de considérables dégâts en cabossant des libertés fondamentales garanties par la Constitution, à commencer par celle dont découle le droit à manifester, ce fameux article qui dit que « *la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme* ». Entre manifestations interdites, couvre-feux, gardes à vue de mineurs, ministre de la Justice qui s'assoit, à Paris, sur l'indépendance du parquet en donnant des consignes de « *systématique* » sévérité envers les jeunes arrêtés, cette liberté a pris plus d'un coup de matraque et d'un jet de lacrymo.

Elle en prend d'autres avec un président qui, en déclarant qu'il entend n'autoriser que des manifestations encadrées par des syndicats et interdire celles « *faites par des gens qui n'ont aucune légitimité pour cela* », feint d'oublier que ce sont les risques à l'ordre public qui permettent de limiter les manifestations, et non la qualité des manifestants.

Et, au-delà du délire répressif des candidats préconisant l'intervention de l'armée, la baisse de l'âge de la majorité pénale ou la déchéance de nationalité à l'encontre des émeutiers, cette même liberté fondamentale et constitutionnelle se prend encore un coup supplémentaire avec un Premier ministre qui tente en douce *(lire p. 3)* de s'assurer de la « *faculté* » de « *suspendre temporairement l'accès* » aux réseaux sociaux en cas de « *réitération des violences urbaines* ». C'est moins que son jeune prédécesseur Gabriel Attal, qui, lui, a carrément préconisé de les bloquer comme en Iran. Aux grands hommes, les grands moyens !

Tout cela s'est un peu calmé avec les dernières manifestations, qui, à Paris comme à Orléans et presque partout en France, à quelques débordements d'énervés d'ultradroite près, se sont déroulées sans trop d'incidents. Il faudra rester vigilant pour les prochaines, auxquelles les premières mesures enfin proposées aux lycéens *(lire p. 4)* ne les ont pas fait renoncer. « *Nous continuerons d'avoir des tracés de manifestations déclarées qui se feront en dehors des centres-villes* », a encore déclaré Macron. Alphonse Allais préconisait d'installer les villes à la campagne, lui propose d'y repousser les manifestants.

Mais, pour ce qui est de la campagne électorale du moment, ce n'est pas ainsi qu'il repoussera les problèmes. Ni ceux de sa pénible fin de règne, ni, surtout, ceux du péril électoral. En tête, celui du RN et de Marine Le Pen, qui risque évidemment, quant à elle, d'abîmer autrement plus que le font les réseaux sociaux la démocratie et les libertés individuelles.

Erik Emptaz

LA TOUSSAINT SOUS TENSION



La décence passe à la Trappes

L'ATTENTAT RACISTE à Trappes et à La Verrière a fait un mort et cinq blessés, dont une fillette de 12 ans. Avant de se rétracter, son auteur a indiqué aux enquêteurs avoir visé **« des Noirs »** et **« des Arabes »**, en réaction aux pillages survenus lors des manifestations du 17 octobre. L'extrême droite, sans doute submergée par l'émotion, a eu bien du mal à présenter ses condoléances. Marine Le Pen s'y est reprise à deux fois pour parler d'un **« acte criminel de nature terroriste aggravé par le mobile abject du racisme »**.

Ses dauphins, Jordan Bardella et Marion Maréchal, ont, eux, préféré rendre hommage aux forces de l'ordre avant d'adresser leurs pensées aux familles. Question de priorités. Chacun les siennes : Victor Eyraud, plume de « Valeurs actuelles », a qualifié la tuerie de simple **« incident »** (BFM, 25/10). L'auteure transphobe Marguerite Stern, promotrice de la « remigration », a rendu un hommage tout particulier (X, 23/10) : **« Aucune mort ne me réjouit jamais – y compris celle de ceux que je souhaite voir partir. »** Madame est trop bonne ! Faut-il rappeler que que le jeune homme de 26 ans tué lors de l'attaque, Pengo Bossio Wangi, espoir de MMA, était né en France, à Poissy ?

Quant au député RN Julien Odoul, il a tenté d'expliquer, sur X (26/10), qu'il ne s'agissait pas d'un acte raciste. La preuve : **« La victime était un chrétien. »** Ah !

Mieux : ce sera bientôt la faute de l'immigration. Eric Nostradamus Zemmour pleure la guerre civile qu'il a prophétisée avec profit (X, 25/10) : **« Depuis 20 ans, j'annonce qu'à force d'avoir laissé venir des millions de personnes d'une autre civilisation, nous allons vers l'affrontement. »** Meyer Habib, ancien député et toujours grand défenseur de Benyamin Netanyahou, s'est certes **« incliné devant la mémoire sacrée »** de la victime mais a dépeint une France **« défigurée ces dernières années par l'islamisme radical »** et en proie à l'**« intifada »**. Aux fadas, surtout !

F. R.-G.



Jean-Luc Mélenchon

L'amer aux reflets changeants

S'IL EST UN ART que Jean-Luc Mélenchon maîtrise à la perfection, c'est celui de la métamorphose. On lui reproche d'avoir contribué à enflammer la jeunesse dans les rues le 17 octobre ? Il déboule une semaine plus tard, dissertant en « sage » face au journaliste libéral François Lenglet dans un podcast estampillé TF1 (« Pourquoi président(e) ? », 25/10). Avec ses près de 2 h 30 de **« bla-bla »**, pour reprendre une de ses expressions favorites, il cumule plus de 1 million de vues en quarante-huit heures. Victoire par KO face à François Hollande et à Bruno Retailleau, qui, il y a peu, en attiraient à peine 74 000 et 50 000 avec une petite heure de débat.

Biberonné au combat politique dans les années 1970, Méluche paraît d'autant plus solide que ses adversaires, dans cette présidentielle, manquent, eux, singulièrement d'épaisseur idéologique. Quand ils ne changent pas de posture aussi vite que le vent tourne, dans l'espoir d'exister entre LFI et le RN au-delà du début de 2027.

La « tortue sagace » n'est pas exempte de « girouettisme », mais son sens des mots le fait oublier. **« Eteignez les télés »**, est-il capable de proclamer à ceux auxquels il s'adresse… via un écran. En dépit de ses 75 ans, il utilise des références qui parlent à la jeunesse et aux quinquas, comme ce « Blade Runner » qui peut s'entendre version Ridley Scott 1982 ou Denis Villeneuve 2017. Pour montrer qu'il écoute les jeunes, il dit avoir été formé à l'écologie par sa fille. On imagine cette dernière dans la vingtaine, elle en a plus du double. Au passage, il a « parlé » aux Français de 17 à 77 ans, qui adorent qu'il adresse à Attal un **« toi, bonhomme »** hautain ou à Larcher un **« petit télégraphiste de Retailleau »**.

A l'approche de son grand meeting au Bourget, le 7 novembre, il retrouve son âge pour effacer ses outrances, ses contradictions, ses soutiens à nombre d'autocrates de la planète et son ironie vaseuse sur les noms d'Epstein et de Glucksmann. Et après ?

A. L.

L'AGENDA



Le beau, c'est Bardella

DIMANCHE 25 OCTOBRE à Orléans, la mère tapedur s'est transformée en fée Clochette. Quelle métamorphose ! On a entendu une Marine Le Pen méconnaissable, tout sucre, tout miel. Après les émeutes de ces dernières semaines, on s'attendait à ce qu'elle sorte la matraque, encense les canons à eau, bénisse les grenades lacrymogènes. Rien de tout cela ! Angoisse chez les militants : nous l'aurait-on changée ? Au lieu parler de loi et d'ordre, la cheffe a livré un discours de Bisounours, tout en rose et bleu : **« Je veux que demain on puisse dire dans le monde : "C'est beau, c'est français !"** (...) **Je veux renouer avec le beau et l'élégance, comme à la Renaissance. »** Vaste programme, madame ! Le beau, c'est quoi, au fait ? Au boulot ! Les têtes pensantes du RN ont quelques mois pour remettre leur copie et affiner leur vision de la Renaissance. Choisiront-ils le paillard Rabelais ou les atroces guerres de Religion ?

Le beau, il n'est pas besoin d'aller chercher très loin son incarnation. Il porte un nom : Jordan Bardella, qui n'a pas pris une ride après la révélation de ses propos antisémites par Mediapart. Que sa patronne amie de la beauté le surveille ! Dans un excès de zèle, il serait capable de glisser dans le programme un impôt pour taxer les moches.

F. P.

LE MOUVEMENT SOCIAL S'INSTALLE



Un député RN sous enquête

DEUX MOIS après les révélations du « Canard », le procureur de Laon vient d'ouvrir une enquête préliminaire pour détournement de fonds publics visant le député RN de l'Aisne José Beaurain (cellule investigation de Radio France, 27/10). Le Palmipède avait raconté les parties de cash-cash de l'élu, soupçonné d'avoir utilisé des copains en tant que prête-noms pour verser un salaire à son frangin. Beaurain avait également pris l'habitude de verser à ses subalternes de généreuses primes mensuelles qu'ils devaient lui reverser en partie en liquide. Des dérapages d'autant plus importants qu'il a droit à une enveloppe de frais plus fournie que ses collègues, étant non voyant.

Alertés de longue date, Marine Le Pen et Jordan Bardella n'ont pris aucune sanction. Ils ont même réinvesti Beaurain lors de la dissolution de 2024. Au nom du « pas vu, pas pris » ?

T. B.



M 00708 - 5529 - F: 2,20 €

Sarko, parrain de l'union des droites

TRÈS DISCRET dans les médias, Nicolas Sarkozy s'active beaucoup en coulisses ces temps-ci. Il reçoit à tour de bras, surtout des dirigeants de droite, dans ses bureaux parisiens d'ancien président, rue de Miromesnil. Son message ? Marine Le Pen va gagner l'élection présidentielle. Il faut donc d'ores et déjà préparer la suite, c'est-à-dire une coalition des droites, avec des gens venus de LR qui se chargeraient de *« rééquilibrer »* cette alliance avec un RN tout-puissant. C'est ce que Sarko a expliqué à, entre autres, Bruno Retailleau la semaine dernière et Michel Barnier la semaine précédente. L'un comme l'autre n'en sont toujours pas revenus.

Il y en a pourtant un qui serait prêt à se dévouer pour cette noble cause : David Lisnard, omniprésent notamment dans la presse Bolloré *(lire aussi p. 7)*. *« Il y a un plan Sarkozy-Bolloré pour une alliance avec l'extrême droite »*, s'inquiète un ancien président de parti.



Chez LR, où il agace de plus en plus, beaucoup trouvent au maire de Cannes une bonne tête de Premier ministre de Marine Le Pen, même si celle-ci continue de promettre Matignon à Jordan Bardella *(lire plus loin)*. *« Lisnard, je le connais bien : il finira comme Ciotti, avec Marine Le Pen »*, confie le ministre des Transports, Philippe Tabarot, qui fut un élu de la Côte d'Azur. Tandis qu'un maire des Alpes-Maritimes compte sur son collègue de Cannes : *« On espère qu'il va réussir son coup. S'il se détache, Marine Le Pen pourra faire appel à lui pour élargir sur sa gauche et constituer un gouvernement d'union nationale »* (sic).

Quant à Sarkozy, personne n'est dupe des arrière-pensées qui président à ses savantes combinaisons. *« Il a un petit rendez-vous judiciaire le 30 novembre »*, glisse perfidement l'un de ses anciens amis. Allusion au verdict de la cour d'appel de Paris dans le procès concernant l'affaire des financements libyens de sa campagne de 2007. Le parquet a requis sept ans d'emprisonnement, 300 000 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité.

En cas de condamnation, une petite amnistie accordée par une présidente Le Pen serait bienvenue…

Station Argentine

La double campagne de David Lisnard, pour la présidence de la République et pour celle de l'Association des maires de France (AMF), commence à exaspérer ses pairs de tous bords.

A commencer par ses « amis » de LR. *«Je ne vois pas comment il peut être candidat à l'AMF »*, s'indigne un maire d'Ile-de-France. Même agacement au PS, qui a pourtant passé un accord avec le maire de Cannes pour la composition du bureau de l'association (« Le Canard », 21/10).

C'est ainsi qu'Emmanuel Grégoire confie au Volatile qu'il soutiendra l'adversaire de Lisnard, le centriste Philippe Laurent. *« De plus en plus d'élus de gauche n'aiment pas la confusion entre présidentielle et AMF,* explique le maire de Paris. *Par ailleurs, ses positions très Milei ne plaisent pas. »*

Ils n'aiment pas les tronçonneuses ?

Tête la première

La fausse note d'Emmanuel Macron sur le meurtre raciste de Trappes, qualifié par le chef de l'Etat de *« première »*, a irrité plus d'une oreille au sein du « bloc central ». *« Il caractérise cet acte alors que l'enquête n'a pas débuté. Et il est obligé de presque s'excuser via une communication durant la nuit »*, grince un élu Renaissance.



Un proche du Président tente une explication : *« Macron est plus que fébrile en ce moment. En réalité, il est en pleine déprime et il surréagit à tout ce qui se passe en voulant être de tous les coups. C'est comme cela qu'il commet des erreurs. »*

Lundi 26, en petit comité, le locataire de l'Elysée s'est justifié. *« Il apparaît que le tueur a visé en fonction de la couleur de la peau. C'est factuellement une première. »* Et cela ne signifie pas *« oublier les victimes tuées en raison de leur religion »*, comme celles de l'Hyper Cacher ou le père Jacques Hamel, assure-t-il.

Avec cette histoire, il est quand même tombé dans un vrai chausse-Trappes.

Le Pen un peu gauche

La tuerie de Trappes occupait aussi les esprits lors du congrès du RN à Orléans. *« On ne peut faire aucune lecture de ce qu'il s'est passé* (…), estimait Marine Le Pen, le lendemain, devant quelques journalistes. *La seule chose, c'est que c'est épouvantable si le mobile est bien raciste, comme le pense le parquet. C'est abject. »*

Et la candidate d'enfourcher des chevaux plus faciles à manœuvrer : *« La gauche n'a plus rien à dire. Elle répète que le RN est méchant, et ils font des processions pour le dire, tout ça est* old school. *Ils pourraient travailler, nous combattre argument contre argument, mais non ! Ils tombent dans la facilité, c'est indigne de faire le lien entre ce qu'il s'est passé à Trappes et nous ! »*

Conclusion : *« Je sais qu'ils ne changeront pas, parce qu'ils n'ont plus rien à dire aux Français, mais, au fond, je suis malheureuse pour les électeurs de gauche. »*

De là à se présenter comme une candidate socialiste…

Pas de triomphalisme

Toujours largement en tête dans les sondages, Marine Le Pen multiplie depuis quelques jours les discours de prudence auprès de ses troupes.

« Nous sommes encore loin d'avoir gagné ! s'est-elle exclamée en réunion de groupe le 20 octobre. *Je ne veux pas de comportements qui laisseraient penser que nous sommes trop confiants. Tout peut arriver, et je veux vous voir mobilisés ! »*

Même topo quatre jours plus tard à Orléans, devant la presse : *« Je n'arrête pas de dire qu'il faut faire campagne comme si nous étions à 13 %. Rien n'est acquis avant une élection. »*

Son ami Flávio Bolsonaro pourrait le confirmer.

Bardella for ever

Lors de cet échange avec la presse, où les journalistes ont eu droit à un buffet et où Mediapart était accrédité, Jordan Bardella a pointé le bout de son nez pour dire que *« les méthodes* (de Mediapart) *qui consistent à venir fouiller dans la chambre d'un ado de 16 ou 17 ans* [étaient] *un peu malsaines »*. Et, bravache : *« Mais ça m'a permis de recontacter des copains d'avant ! »*

A la question de savoir si Marine Le Pen lui réserve toujours Matignon, Bardella répond en souriant : *« Franchement, si c'était Wauquiez, je le prendrais mal. »* Eclat de rire général.

« Je te comprends ! s'exclame la patronne. *Eh oui, cette histoire n'a rien changé sur mon lien de confiance. Je n'ai aucune raison de modifier ce choix ancien et réfléchi. »*

Voire dicté par une vision, comme celles de Jeanne d'Arc à Domrémy ?

Un président ne devrait pas dire ça

Ecarté du bureau exécutif par les bons soins de Jordan Bardella, auquel il s'est souvent opposé, Sébastien Chenu a aussitôt rebondi à la présidence des députés RN, laissée vacante par Marine Le Pen.

Comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, le député du Nord a triomphalement annoncé la nouvelle dès le 24 octobre sur X : *« Je suis nommé (sic) président du groupe RN à l'Assemblée nationale. Je remercie Marine Le Pen et Jordan Bardella pour leur confiance. »*

Une annonce qui a fait grincer quelques dents. Pas seulement parmi les députés du parti, qui sont quand même censés élire leur président, mais aussi dans l'entourage de Marine Le Pen, qui l'a jugée trop rapide.

Réplique de l'intéressé : *« Elle m'avait autorisé expressément à le dire, puisqu'elle ne comptait pas en parler elle-même dans son discours. »*

Ce n'était pas du niveau d'une candidate à l'élection présidentielle.

Personne à limoger

En déplacement à Limoges le 23 octobre, Sébastien Lecornu a voulu dédouaner les forces de l'ordre de toute responsabilité quant à l'incendie de l'hôtel de ville, six jours plus tôt.

« L'enquête est ouverte pour tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique, a-t-il indiqué, *car il ne s'agit pas d'un maintien de l'ordre qui a mal tourné, comme ça a pu avoir lieu à Paris ou à Marseille. Là, l'Etat n'est pas responsable. »* Et de préciser en petit comité : *« On est sur une opération complètement planifiée, avec une diversion sur l'autoroute pour détourner les forces de l'ordre du centre-ville et de la mairie. C'est pour ça que je suis venu ici et pas ailleurs. »*

Là où l'Etat n'a rien à se reprocher…

Sauveur suprême

Incroyable mais vrai, la journée de manifestation du samedi 24 octobre à Paris aurait été *« sauvée »* des violences et des dégâts par… Jean-Luc Mélenchon.

En acceptant, non sans ralerie, le trajet porte d'Italie-porte de Vincennes fléché par les flics, le leader de LFI aurait évité des affrontements avec les forces de l'ordre au sujet du parcours de la manif.

« S'il y a eu un cortège sans problème une grande partie de l'après-midi, c'est que Mélenchon l'a joué très raisonnable en choisissant de se montrer à la tête d'une immense foule calme », reconnaît-on à la Préfecture.

Explications d'un proche de Mélenchon : *« Il avait tout à gagner à incarner celui qui a évité que de nouveaux incidents lourds ne se produisent à Paris après les événements du 17 octobre. »*

Encore un peu et l'Insoumis se présentera comme le candidat de l'apaisement.



Prof de droit dans ses bottes

Sans surprise, le Conseil constitutionnel a rejeté, le 26 octobre, la demande du RN et de son allié le parti d'Eric Ciotti, qui réclamaient une *« démission d'office »* de Richard Ferrand, parce que celui-ci avait osé leur rappeler les termes de la Constitution concernant l'usage du référendum (« Le Canard », 21/10). Le président du Conseil constitutionnel a désigné pour cette tâche le doyen des neuf « sages », un certain Alain Juppé. Et celui-ci a pris un évident plaisir, selon ses collègues, à donner *« une leçon de droit aussi polie que sèche »* au parti d'extrême droite et à son affidé.

Dans une lettre de deux pages, l'ancien Premier ministre affirme qu'*« aucune base constitutionnelle »* ne permet de démettre Richard Ferrand, celui-ci n'ayant en aucun cas outrepassé ses fonctions.

C'est le contraire qui eût été étonnant !

L'exilé du Luxembourg

Après dix petits mois (sur les six années de mandat prévues), Pierre Moscovici a jeté l'éponge et démissionné de la Cour des comptes européenne (« Le Point », 22/10). En premier lieu pour des raisons familiales, car il n'a rien à gagner avec cette démission, assure-t-il : *« Je ne retrouverai jamais un poste à la hauteur de la rémunération que je sacrifie* (27 000 euros brut par mois) *! »*

Même pas en politique ? Il ne revient pas en France pour rejoindre une équipe de campagne, promet-il. A tout le moins donnera-t-il son avis si on le lui demande. D'ailleurs, il fera opportunément paraître, le 13 janvier prochain, un livre dont le titre annonce sa modeste ambition : « Une France à guérir » (Odile Jacob).

Le démissionnaire n'est pourtant pas près de rentrer au pays ! La Cour n'autorisant pas de vacance de poste après une démission, il doit attendre l'arrivée d'un successeur. Une procédure qui prend plusieurs mois, d'autant que Macron n'est pas réputé pour sa vélocité en matière de nomination.

Il anticipe le grand ménage de printemps ?

Marseille 5 étoiles

SÉBASTIEN Delogu, député LFI de Marseille, a trouvé le bon filon pour faire parler de lui. Sur son site Web flambant neuf, un bandeau indique que sa permanence a reçu une note de 4,9/5 sur Google… et invite l'utilisateur à *« donner son avis »*, lui aussi. Un vrai service après-élection !

Cinquante-cinq internautes ont d'ores et déjà partagé leur expérience. Patricia, qui a visité la permanence en août, tient à *« saluer la qualité de* [l']*accueil ainsi que le professionnalisme de toute l'équipe »*. Victor *« recommande cette permanence pour toute personne ayant besoin d'accompagnement auprès de son député »*. Louisa, elle, est ravie de l'équipe, *« à l'écoute, disponible et professionnelle »*, et a *« apprécié le temps qui* [lui] *a été consacré ainsi que la qualité des échanges »*. Seul « James Bond » est déçu : *« Il est indiqué ouvert le mardi, mais la permanence est fermée aux horaires inscrits. Injoignable ! »* Et hop ! une seule étoile.

Sauf que la ferveur populaire est aussi homogène sur le fond… que sur la forme. La plupart des messages se ressemblent, avec un rythme ternaire et force énumération d'adjectifs. L'accent de Marseille, ou bien celui de Claude AI ?

Sur les 10 avis qui dépassent les 50 mots – le seuil pour être passé à la moulinette de Pangram, le détecteur qui a démasqué l'écrivain Thélyson Orélien –, les deux tiers étaient rédigés à l'IA, a découvert « Le Canard ». La relation client, c'est quand même plus facile quand on peut se passer des clients…



JORDAN PRÉSIDENT… DU RN



minimares

● **Interrogé** sur un hypothétique retour en politique, Jean-Louis Borloo préfère se présenter comme un « tiers de confiance » (« L'Hémicycle », octobre 2026). « Si on peut trouver plus jeune que moi, j'en serai ravi ; si on peut trouver plus intelligent, j'en serai ravi également. Mais, si je peux aider, je le ferai. Je suis un miraculé, alors, si je peux donner un coup de main de manière désintéressée, je le ferai. » Un tiers vaut mieux que deux tu l'auras !

● **Bernard Cazeneuve** apporte son soutien – très mesuré – à Raphaël Glucksmann (« Le Figaro », 22/10). « Je souhaite naturellement l'aider, annonce-t-il. On ne peut pas souhaiter le rassemblement de tous les Français et de toutes les composantes du champ républicain en spéculant sur la faiblesse de sa propre famille politique. » Compris, François Hollande ?

● **C'est trempé** jusqu'aux os que Glucksmann a fait son premier déplacement post-primaire, à Amiens. L'occasion de chiper à Hollande sa légende de roi de l'averse : « Une campagne pluvieuse, dans la tradition socialiste, ça peut produire des choses très belles » (« Le Courrier picard », 24/10). A quand le scooter ?

● **Fin pronostic** de François Hollande, toujours à l'affût pour 2027 (« La Provence », 23/10) : « Je ne pense pas que les Français voudront prendre le risque de reconduire ceux qui ont gouverné. » Et ceux qui ont gouverné il y a plus de dix ans ?

● **Après le pillage** de centaines de boutiques dans la cité phocéenne, la ministre chargée de l'Enseignement, Sabrina Roubache, a donné un conseil à ses concitoyens (« La Provence », 23/10) : « J'appelle (…) tous les Marseillais à arrêter d'acheter sur les plateformes et à privilégier le commerce local. » C'est bien ce qu'ils ont fait le 17 octobre !

● **« Emmanuel Macron,** c'est quelqu'un qui n'a rien fait de sa vie à part piquer les sous des autres », a tonné le député Jean-Philippe Tanguy lors du congrès du Rassemblement national à Orléans (« La République du Centre », 25/10). Au RN, on a au moins la décence de se limiter aux fonds européens…

● **Sur BFM** (22/10), Dominique de Villepin a comparé les journalistes aux « vaches » de son « Limousin natal qui regardent passer les trains » plutôt que d'enquêter sur LFI et le RN. Sonia Mabrouk a illico défendu son cheptel : « Moi, j'ai l'impression que vous êtes un coucou qui fait son nid à droite et à gauche et que vous ne savez plus où vous habitez. » Une ambiance très « 30 millions d'ennemis »…

● **Interrogé** par Mediapart (24/10) sur la prose antisémite de Bardella, Serge Faugère, responsable d'une circo RN dans les Yvelines, a concédé : « On a tous dit des conneries quand on était jeunes. » Puis de lâcher un faussement désinvolte « Qui n'a jamais menti en politique ? ». C'est ce qui s'appelle une défense à géométrie variable !

● **Pour lutter** contre l'immigration illégale, le député RN Matthias Renault a proposé très sérieusement à l'Assemblée de « recycler des paquebots en fin de vie » pour en faire « des centres de rétention administrative » (LCP, 26/10). Le reconditionnement, c'est donc ça le programme écologique du RN !

● **Vingt-quatre heures** avant d'être battu par Lula, Flávio Bolsonaro avait la cote dans les sondages… mais aussi sur le site de paris en ligne Polymarket. Les chances du candidat à la présidentielle brésilien d'être élu face à son adversaire étaient évaluées à 82 %. David Lisnard devrait se méfier !

● **Dans la série** « Pourquoi pas moi ? », l'ex-ministre Delphine Batho veut porter, dans la course à la présidentielle, une « écologie de la beauté » (Reporterre, 16/10). Et elle l'assure : « Je ne multiplie pas les candidatures à gauche, je suis la seule candidate de l'écologie. » Marine Tondelier, ça ne lui dit rien ?

● **Le directeur** de la Fondation Droit animal, Ethique et Sciences, Christophe Marie, est déçu (AFP, 22/10) : si Marine Le Pen met en avant « l'amour de ses chats, l'élevage qu'elle fait », « comme présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale, elle n'a inscrit aucun texte en faveur des animaux (…), et les amendements déposés par ses députés sont très majoritairement défavorables aux animaux ». S'il n'y a que ça pour le contrarier…

● **Sérieux candidat** au grand jeu « Ma binette partout », Nicolas Tryzna, le député LR qui a succédé à Vincent Jeanbrun dans le Val-de-Marne, affiche 30 fois sa photogénique trombine dans les huit pages de son bilan de mandat : au marché de Rungis, à la prison de Fresnes, à l'aéroport d'Orly… et même à l'Assemblée. Le concours continue !

UN PRÉSIDENT DUR DE LA FEUILLE



Les illusions fiscales

A LA QUESTION : *« Comment allez-vous financer la réalisation de votre programme ? »*, les candidats à l'élection présidentielle répondent avec une touchante unanimité que la lutte contre la fraude fiscale leur permettra en grande partie d'y parvenir. Sans préciser quel sera le rendement de cette chasse aux contribuables négligents ou aux sociétés indélicates, ni quels nouveaux moyens y seront affectés. La lecture du dernier rapport de l'Inspection générale des finances, rendu public le 14 octobre, pourrait les inspirer.

Pour la première fois, trois inspecteurs ont tenté de chiffrer le manque à gagner pour le Trésor public lié aux fraudes et aux omissions commises par les 2,7 millions de sociétés françaises dans leurs déclarations d'impôts sur les bénéfices. Premier constat : en s'appuyant sur les résultats définitifs de quatre exercices, celui-ci est estimé entre 5,5 et 6,3 milliards d'euros, soit 10 % des recettes annuelles encaissées à ce titre par le Trésor public. Un chiffre cohérent avec les calculs de la Commission européenne, qui, à partir de données différentes, parvient presque à un résultat similaire.

Deuxième constat : les entreprises les plus vertueuses sont celles de taille intermédiaire. Elles règlent un quart du produit de l'impôt sur les sociétés et ne comptent que pour 14 % dans le manque à gagner. En revanche, les petites sont celles qui fraudent le plus, tout en étant les moins contrôlées. Elles sont suivies par les grandes entreprises et les multinationales, qui, en jouant sur les prix de transfert vers leurs filiales à l'étranger ou vers des paradis fiscaux, échappent à une part importante de la fiscalité française.

Au comptoir de la fraude

Troisième constat : la technique la plus courante pour échapper à l'impôt consiste à gonfler les charges de la société afin de réduire les bénéfices imposables. Cela représente la moitié de la fraude constatée. La seconde technique est aussi vieille que le fisc : il s'agit d'omettre de déclarer une partie des recettes et de se faire régler « au noir ». Les cafés, restaurants et hôtels demeurent les champions de la fraude, même si les paiements en liquide tendent à baisser. L'immobilier et la construction se classent derrière.

Dernier constat : l'impôt sur les sociétés est celui dont le contrôle est le plus rentable pour le Trésor public : 4 milliards d'euros rapportés en 2025. Selon les calculs de l'administration, cette somme représente 30 à 40 % des montants fraudés. Mais, au lendemain de l'élection présidentielle, c'est sûr : ce pourcentage atteindra 100 %.

Parole de candidat(s).

Les députés explosent le budget

IL NE S'EST TROUVÉ qu'un seul député, le 23 octobre, pour approuver le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS), rejeté par 115 voix. Ce courageux s'appelle Hubert Ott, c'est un élu (MoDem) du Haut-Rhin et il « succède » à Harold Huwart (Liot), qui s'était distingué, l'an dernier, en étant le seul à voter la partie recettes du budget de l'Etat.

Parmi les opposants, 60 députés RN, dont la présence massive a largement contribué à détricoter le texte *(lire plus loin)*, mais aussi le « bloc central », qui s'est amplement abstenu, du moins pour les présents, car ses députés ont brillé par leur absence lors des débats.

Comme le confiait un cadre de la majorité, *« difficile de se motiver quand le gouvernement ne nous parle pas et quand on connaît l'issue »*, à savoir un 49.3 ou des ordonnances.

Des débats au cours desquels les députés s'en sont donné à cœur joie pour alourdir les dépenses, supprimer les économies et



donc aggraver le déficit, qu'il s'agisse d'ailleurs du budget de l'Etat ou de celui de la Sécu. Au total, ils ont réussi à le dégrader d'une bonne vingtaine de milliards d'euros, au grand dam du ministre des Comptes publics. *« C'est très grave,* a tonné David Amiel à la fin des débats. *On ne peut pas vivre dans une réalité virtuelle. On ne peut pas avoir d'un côté des taux d'intérêt qui flambent et ici s'enfermer dans une quatrième dimension où les milliards pleuvent à flots »* (sic). A quand une alerte inondation ?

Le rapporteur général (LR) du budget, Philippe Juvin, estime que le déficit du budget de l'Etat prévu pour 2027 a été creusé de 10 milliards en commission, le gouvernement chiffrant le dérapage à « seulement » 8 milliards. Côté Sécu, le déficit est passé *« de 12,7 milliards à 24 milliards »*, soit un dérapage d'une douzaine de milliards, dont l'essentiel (11 milliards) « grâce » aux votes RN.

Sans doute la traduction en actes du *« beau »* et de l'*« harmonie sociale »* vantés dimanche 25 octobre, à Orléans, par Marine Le Pen.

Ça se Corse au Sénat

LE CONSTITUTIONNALISTE Benjamin Morel tenait table ouverte à la buvette du Sénat le 20 octobre dernier. L'objectif de celui qui dirige avec Jean-Michel Blanquer le Laboratoire de la République, un think tank qui défend une république unitaire ? Convaincre les sénateurs de s'opposer au projet de loi sur l'autonomie de la Corse.

Mission parfaitement accomplie : le Sénat a rejeté dans la nuit de lundi à mardi ce texte qui prévoit notamment la reconnaissance d'une *« communauté corse »* et le transfert de nouvelles compétences à la collectivité territoriale de l'île. Morel a trouvé de solides alliés en la personne de Bruno Retailleau, qui n'a rien manqué des débats, et de l'une de ses fidèles, la présidente de la commission des Lois, Muriel Jourda. Le tout sous le regard consterné des dirigeants autonomistes de l'île qui assistaient depuis les tribunes à la séance.



Le texte va repartir à l'Assemblée, mais il a peu de chances d'être adopté avant l'élection présidentielle. *« Le pire serait qu'il n'y ait pas de texte,* redoutait pourtant lundi un président de groupe de la majorité sénatoriale. *Sinon, ça va de nouveau péter en Corse ».* On se disait aussi que tout était trop calme en France…

Page coordonnée par Bruno Dive et Charlotte Cieslinski

Pour couper le sifflet aux manifestants, Macron s'en prend aux réseaux

Le pouvoir n'a pas résisté à la tentation de museler TikTok et d'autres plateformes utilisées par les jeunes. Une grave dérive autoritaire.

EMMANUEL MACRON va-t-il détruire les libertés individuelles aussi vite que les casseurs ont démonté les boutiques? Restrictions ou interdictions de manifester, couvre-feu et, bientôt, blocage des réseaux sociaux… Depuis les émeutes du 17 octobre, le pouvoir manifeste avec force son envie de museler la contestation tous azimuts.

Le 26 octobre, le gouvernement Lecornu a déposé un amendement au projet de loi « casseur-payeur » afin d'élargir le champ d'action de la plateforme Pharos, qui permet aujourd'hui de signaler les contenus terroristes ou les violences sexuelles sur Internet. A l'avenir, elle pourrait s'intéresser aussi aux « vols, destructions, dégradations et détériorations ». Du pareil au même! Une vidéo appelant à l'« insurrection » ou à la « rébellion » pourrait être supprimée en une heure top chrono. Pharos, phare de la démocratie?

Depuis plus d'une semaine, l'exécutif tente de contrôler ce que diffusent les réseaux sociaux. Le 20 octobre, Anne Le Hénanff, la sous-ministre chargée du Numérique, a convoqué leurs principaux représentants pour évoquer avec eux la possibilité de bloquer des contenus et d'accéder aux réquisitions judiciaires. Le lendemain, le dircab du Premier ministre a réuni à son tour Meta, Snapchat, TikTok, Reddit, Discord et Google, rien que ça, pour *« prévenir la diffusion de contenus illicites appelant à la violence, aux dégradations ou aux pillages »*.



Fibre sécuritaire

Le 23 octobre, dans un communiqué, Sébastien Lecornu a confirmé que les plateformes s'étaient docilement engagées à examiner *« avec une réaction renforcée les signalements des autorités »*. Un procédé gagnant: sur TikTok, les vidéos associées au hashtag #24octobre postées avant la manif ont été vues 49 millions de fois, contre 2,1 milliards pour celles marquées #17octobre, selon la boîte de veille des réseaux sociaux Visibrain *(lire ci-contre)*. Les publications liées aux événements du week-end ont perdu en visibilité de manière drastique.

Ce n'est pas la première fois que ces médias cèdent aux pressions des autorités. En 2023, après la mort de Nahel, le gouvernement avait réclamé qu'ils retirent les appels à la violence et les vidéos d'insurrection. En mai 2024, la France bloquait TikTok en Nouvelle-Calédonie. Une initiative illégale, jugeait le Conseil d'Etat en avril 2025, en ce qu'elle avait porté une *« atteinte disproportionnée »* aux libertés d'expression, de communication et d'accès à l'information. Mais la plus haute juridiction administrative avait, ce faisant, fourni *« un guide à destination du gouvernement pour qu'une prochaine censure puisse contourner les objections légales »*, selon La Quadrature du Net. Les conseillers expliquaient qu'une telle interruption pouvait être légale, à condition *« qu'elle soit* [notamment] *indispensable pour faire face à des événements d'une particulière gravité »*. L'heure est-elle donc si grave qu'il faille rogner sur les libertés?

Seuls les fournisseurs d'accès à Internet peuvent bloquer les accès aux réseaux sociaux black-listés. La mesure, aisée à Nouméa – qui ne compte qu'un seul opérateur, public –, se révèle plus complexe dans l'Hexagone, où Orange, Bouygues, SFR et Free sont en concurrence.

Trois jours avant l'acte II des manifs, Matignon a demandé aux quatre géants de la téléphonie s'ils pouvaient couper le réseau autour de la place de la République, par exemple. *« Ils ont répondu : "Vous êtes fous! Si une mamie tombe et que son alarme ne se déclenche pas, vous aurez sa mort la conscience" »*, raconte un parlementaire. Arguant aussi de l'impossibilité technique d'une telle mesure, les opérateurs ont raccroché au nez de Lecornu.

Le lendemain, l'éconduit leur a adressé une lettre pour *« pouvoir disposer de la faculté de suspendre temporairement l'accès à ces services en cas de réitération de violences urbaines »*. Il a eu beau réclamer la *« confidentialité nécessaire à la préparation de cette mesure »*, son courrier a fuité sur Blast (24/10). Fichu téléphone arabe! Les télécoms ont réclamé *« un acte signé, daté, motivé, publié »* du Premier ministre, qui a refusé. Vive la censure discrète !

Dans cette surenchère sécuritaire, le garde des Sceaux n'a pas voulu être en reste. Dans une circulaire transmise le 22 octobre aux parquets, Darmanin a réclamé le *« bannissement numérique »* des émeutiers et pilleurs pris la main dans le sac… Et de tous ceux qui diffusent *« des images d'atteintes volontaires à l'intégrité de la personne et des menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique »*. Une interprétation abusive de la loi Sren, puisque les infractions valant aujourd'hui la mise au ban sont le cyberharcèlement, l'apologie du terrorisme, l'incitation à la haine ou à la discrimination et la violation de la vie privée. Le pouvoir considère peut-être la contestation comme un cyberharcèlement du gouvernement?

Fidèles au post

Le pire, dans ce concours Lépine de la répression 2.0, c'est que les garde-fous ne répondent plus. L'Arcep, l'organisme de tutelle des opérateurs, qui se décrit comme une *« gardienne »* luttant *« contre toutes les formes d'entrave qui pourraient menacer la liberté d'échanger sur les réseaux »*, reste muette sur toute la ligne.

Même des démocrates de tout poil jouent les censeurs. Ainsi Gabriel Attal, qui, dès le 19 octobre sur RTL, a plaidé pour le blocage des plateformes, comme dans ces grandes démocraties que sont l'Iran ou la Chine. Le 12 janvier sur X, le même dénonçait pourtant la dérive iranienne: *« Couper Internet pour tuer en silence: voilà la stratégie des mollahs face à la soif de liberté du peuple iranien. »*

Encore un qui ne veut pas passer pour un mollasson…

Fanny Ruz-Guindos

Préfets ni à faire

DANS leur lecture extensive des recommandations d'Emmanuel Macron, nouveau chef de la police, les préfets se sont montrés un poil zélés sur la question des autorisations de manifester. Par crainte de débordements le 24 octobre, seuls les syndicats étaient autorisés à déposer des demandes de défilé. En clair, l'exécutif voulait pouvoir se reposer sur leurs efficaces services d'ordre afin de soulager ses effectifs policiers. Une vraie sous-traitance sécuritaire!

Sauf que, dans certains coins du pays, des événements festifs qui n'avaient rien à voir avec les revendications lycéennes sont tombés à l'eau au prétexte de risques de trouble à l'ordre public plus fumeux que des fumigènes. Ainsi, par un arrêté daté du jeudi, le préfet de Lozère a interdit le Festival de la soupe de Florac-Trois-Rivières le samedi. De quoi faire grimacer les organisateurs, qui ont porté le pot de fer devant le tribunal administratif… lequel a estimé que la sanction n'était pas disproportionnée. C'était pour eux la fin des haricots!

Les impétrants ont quand même distribué, sous l'œil d'une dizaine d'agents (à la louche), leur tambouille aux visiteurs. Sûrement du bouillon de poulet.

Dans l'Allier, le préfet n'a pas hésité à priver de fusils les chasseurs. Le 20 octobre, il a pris un arrêté interdisant tout transport de feux d'artifice, de pétards et d'armes. Les viandards se sont retrouvés désarmés.

Les biches et les lapins n'ont pas hésité à manifester leur joie! Sans incident signalé…

L. C. et E. So.

Lycées: la veille en Tok imposée par Matignon

BEAUVAU n'est pas près de gagner la guerre de la com! Depuis le début du mouvement lycéen, les réseaux sociaux charrient des milliers de vidéos antiflics. Et les services de communication du ministère de l'Intérieur sont incapables de détecter en temps réel les contenus les plus ravageurs. La faute à un logiciel de veille numérique bigleux sur TikTok que le Service d'information du gouvernement (SIG) a refourgué à tous les autres ministères. Sans se préoccuper des caquètements du poulailler…

Depuis 2017, la délégation à l'information de la Place Beauvau, qui chapeaute la com de la police et de la gendarmerie, moulinait sans problème le flux de données circulant sur TikTok grâce au logiciel de l'entreprise tricolore Visibrain. Mais, en juin 2025, le patron du SIG a décidé, à l'issue d'un nouvel appel d'offres, de confier la veille stratégique sur les réseaux sociaux à Talkwalker, une boîte canadienne détenue par des fonds américains. Un choix moins onéreux mais pas très souverain, qui avait provoqué l'ire des parlementaires (« Le Canard », 16/7/25). Non seulement notre indépendance a pris un coup sur le carafon, mais, en prime, le réseau social chinois, premier pourvoyeur de fake news en Europe, est sorti des radars de l'Intérieur. Et roule mon poulet…

Interrogé par « Le Canard », le ministère de l'Intérieur a renvoyé la balle au SIG. Ce dernier reconnaît du bout des lèvres que Talkwalker a été sommé d'améliorer le bousin. Visiblement, il reste encore du boulot. *« Face à une attaque réputationnelle, il faut réagir le plus vite possible,* insiste un flic. *L'objectif est d'empêcher qu'une vidéo tronquée ou sortie de son contexte ne se répande comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux sans pouvoir la contrecarrer. »*

Parmi les embêtants retards à l'allumage causés par les piètres performances de Talkwalker, cette fameuse vidéo de deux motards de la police piquant des chaussures dans un magasin de Limoges à la vitrine éventrée. Dès le 17 octobre, en fin de journée, la



séquence des « policiers pilleurs » s'est répandue sur les réseaux. Faute d'avoir vu la polémique enfler, le service com de la police nationale n'a démenti la fausse information sur X que deux jours plus tard. En réalité, l'équipage avait récupéré des pompes pour les besoins de l'enquête.

Même déboires chez les gendarmes: une vidéo où l'on entend un pandore ordonner au mégaphone la dispersion des manifestants à Rennes lors de la première manif sur la vie chère en hurlant *« bande de fils de pute! »* a mis les internautes en émoi. Il a fallu vingt-quatre heures aux communicants de la maréchaussée pour expliquer sur X qu'un plaisantin avait imité les sommations des forces de l'ordre en les reformulant à sa sauce.

La taca-ta-tactique-tok du gendarme?

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé

Mort aux vaches au plateau de Millevaches

UN *« camp d'entraînement »* écolo-terroriste sur le plateau de Millevaches? Europe 1 l'a affirmé le 21 octobre, relayé par l'immense David Lisnard, maire de Cannes et candidat à la présidentielle. « Le Canard » s'est donc illico rendu sur place, entre Limoges et Clermont-Ferrand. Hélas, il n'y a pas trouvé grand-chose – à part une bibliothèque remplie de terrifiants livres de philo. Pas un gus dans le secteur, pas même dans les baraquements en bois disséminés dans la forêt. Certes, quelques pancartes indiquent les dangereuses activités pratiquées sur place, notamment dans un potager partagé, appelé *« provision commune »*. Dans quelques jours doit aussi se tenir là-bas une *« réflexion »* sur le rêve. Brrr…

Le 22 octobre, la flicaille a débarqué dès potron-minet sur les lieux pour une perquisition, persuadée qu'elle allait y trouver de quoi qualifier d'activiste d'« ultragauche » le trentenaire cueilli, le 17 octobre, trois jours après l'incendie de la mairie de Limoges – à 130 km de là, donc. Placé au gnouf, l'homme se serait rendu coupable d'une « tentative d'homicide sur personne dépositaire de l'autorité publique », ce que conteste son avocat, qui le qualifie de *« bouc émissaire idéal »* au casier vierge. Accusé d'avoir frappé un flic pendant une manif à Guéret en 2024, il avait été relaxé en première instance, puis condamné en appel (il s'est pourvu en cassation). Cette fois, il a été chopé sur la foi d'une vidéo montrant qu'au milieu de dizaines de manifestants un individu masqué a balancé une poubelle enflammée dans l'enceinte de l'hôtel de ville.

23, v'la les flics !

Le suspect a aussi le malheur d'être le fils d'un retraité du coin, condamné pour l'incendie d'une antenne 5G en 2021 aux Cars. A l'époque, un graffiti avait été trouvé sur place: *« Ni 5G ni TV: la voix du vent et les chants d'oiseaux. »* Horrible! De gros moyens avaient été déployés contre ce crime téléphoné. A trois semaines de la retraite,



la directrice d'une école primaire avait même été réveillée par des poulets surarmés, qui avaient défoncé sa porte d'entrée pourtant jamais fermée à clé. Tout ça pour que la dame finisse par bénéficier d'un non-lieu…

Concernant l'incendie du 17 octobre, l'enquête semble menée avec la même diligence: le 22, les fins limiers de la maison poulaga ont fait une descente à la Villatte, lieu-dit de la commune de Gentioux-Pigerolles – on y voit des maisons de pierres et des roulottes, principalement. Au matin, ils ont topé un homme de 66 ans à la santé fragile, un poète, donc forcément louche. Personne, parmi les manifestants de Limoges interrogés par le Palmipède, ne l'a vu sur place le 17 octobre. Il pourrait bien payer le fait d'avoir passé un coup de fil au principal suspect le jour des faits.

Son arrestation présente un double avantage: comme deux personnes sont désormais mises en cause, il y a nécessairement « association de malfaiteurs ». Et puis, faire une descente à Gentioux-Pigerolles permet de relier l'événement à La France insoumise : c'est dans cette commune que, le 11 novembre 2024, Mélenchon s'était rendu pour une commémoration devant un monument aux morts au message particulièrement offensant: *« Maudite soit la guerre »*.

Depuis l'incendie de Limoges, de nombreux élus en mal de notoriété sont sortis du bois pour cibler le plateau de Millevaches, comme en 2008, au moment du délire médiatique de l'affaire dite « de Tarnac ». Le maire de cette ville, Christophe Bayle, a décrit ses administrés comme de méchants *« néoruraux »* voulant tellement *« échapper à l'Etat »* qu'ils *« s'adonnent au pastoralisme »* – c'est-à-dire à l'inverse de l'élevage intensif…

La région compte, en effet, quelques contestataires motivés: contre les gigantesques coupes rases qui se multiplient dans la région et défigurent les forêts ou contre l'implantation à venir d'une énorme porcherie industrielle près du lac de Vassivière. *« [L]es habitants s'efforcent de concrétiser le vivre-ensemble et de valoriser notre territoire »*, écrivent les maires locaux dans une tribune (« Le Monde », 23/10). Le tissu associatif y est très actif, avec l'ambition de *« construire là où les services publics sont partis »*, raconte un habitant de Faux-la-Montagne.

Dans les environs, le dernier fait divers retentissant a eu lieu à Royère-de-Vassivière, dans la nuit du 15 au 16 août 2025. Torchés à la bière à la sortie d'une fête du village, le président des chasseurs locaux et quelques potes se sont lancés dans une chasse à l'homme : après avoir frappé un jeune qui n'avait pas la bonne couleur de peau et fait les quelques saluts nazis de rigueur, ils ont grimpé dans leur 4 x 4, histoire de courser le gamin, phares allumés dans la nuit, aux cris d'*« il est où le nègre? »*. Encore de terribles gauchistes?

Tristan Berteloot

HALLOWEEN 2026



Moscou et Pékin aident l'Iran à tenir bon

VLADIMIR POUTINE ne s'en cache pas: il apporte son soutien à l'Iran en donnant à son armée un accès aux satellites russes, très utiles pour bombarder les bases US hébergées par les monarchies du Golfe. C'est le résultat du « partenariat stratégique » signé avec Téhéran le 17 janvier 2025. Le président chinois Xi ne s'en cache pas non plus: son économie a soif de pétrole, et il continue d'en acheter tant et plus à l'Iran, alimentant ainsi l'économie de guerre de cet ennemi des Etats-Unis.

Donald Trump ne s'offusque guère du comportement de Moscou et de Pékin. *« Suffisant, comme à son habitude, il se croit le plus fort, mais il a un mal fou à sortir de cette guerre avec l'Iran »*, ironise un vieux routier du Quai d'Orsay. Le président américain a aussi, comme on le sait, d'autres projets: développer en Russie des investissements à la Trump et éviter de se fâcher avec Pékin, car l'industrie américaine a un terrible besoin des terres rares, dont la Chine est fort bien pourvue.

Douze sénateurs US – six républicains et six démocrates – ont tout récemment adressé une lettre insolente à leur président. Ils l'accusent d'être prêt à accepter un troc affligeant : 9,5 milliards de dollars versés à Moscou, contre des milliards de tonnes de gazole russe livrées aux Etats-Unis. Pour l'économie de guerre de Vladimir Poutine, cet échange, c'est pain bénit. A en croire la lettre que les sénateurs ont rendue publique, cette montagne de dollars équivaut à 63 avions russes de combat Sukhoï Su-57.

Autre information troublante? Selon les services occidentaux de renseignement militaire, la Russie envisage de fournir aux Iraniens des avions Sukhoï Su-35, des avions-écoles Yak-130, des lanceurs Verba antidrones et antimissiles (épaulés par le tireur), ainsi que des missiles antiaériens 9M336. Et, surtout, un accès aux informations recueillies par des satellites électromagnétiques de haute définition.

Les Gardiens de la révolution islamique ont décidément de bons amis, à Moscou et à Pékin.

Claude Angeli

DES DÉFILÉS PLUS CALMES, SELON NUÑEZ



La Coordination rurale se refait une vertu

« *NOUS SOMMES révoltés par les saccages et les pillages du 17 octobre* (…). *Nous ne cautionnerons jamais de telles exactions.* » Ce communiqué très dans l'air du temps est signé par la CR 47, l'antenne de Lot-et-Garonne de la Coordination rurale, syndicat agricole solidement implanté dans le Sud-Ouest, réputé proche du RN et qui, depuis deux décennies, se distingue par la dureté de ses rassemblements et ses dégradations d'édifices publics. C'était d'ailleurs encore le cas dans un parc de la ville d'Agen en janvier dernier.

Sur son compte Facebook, des lecteurs ont vite pointé la contradiction: *« Quand on voit ce que vous avez saccagé, il n'y a pas de différence; si ce n'est que, globalement, les forces de l'ordre ont (toujours) été trop clémentes à votre égard. »* Souffrirait-on d'hémiplégie, au sein de la CR?

Pour redorer son blason, le syndicat, absent des manifs actuelles, soutient le projet de loi « casseur-payeur ». Cette prise de position s'accompagne d'une critique de la justice, qui *« doit garantir l'égalité de traitement, en intensité comme en rapidité de jugement »*. Les membres de la CR estiment que les magistrats préfèrent s'acharner contre eux plutôt que réprimer les individus déférés après les violences de ces dernières semaines.

En cause, la condamnation du syndicat en septembre, par la cour d'appel d'Agen, à près de 170 000 euros d'amendes et dommages et intérêts pour des dégradations, dépôts de déchets et menaces envers des agents de l'Etat perpétrés en 2024. Ce jugement, qui fait l'objet d'un pourvoi en cassation, traite les membres de la Coordination comme de vulgaires casseurs. Comme s'il n'y avait pas casse et casse…

J. C.

Le gouvernement dans un cul-de-fac

Le milliard d'euros promis par Lecornu est loin d'être à la hauteur des besoins des universités.

LES ÉTUDIANTS jalousent les lycéens. De nombreuses facs ont beau avoir été fermées ou bloquées au cours des trois dernières semaines, le mouvement universitaire fait beaucoup moins de bruit que celui mené par les « petits » du second degré. Les principales organisations lycéennes et étudiantes portent pourtant ensemble les mêmes *« 10 mesures d'urgence pour la jeunesse »*: un plan pour rénover le bâti scolaire et universitaire, la *« fin de la sélection via Parcoursup et Mon Master »*, une *« embauche massive »* de personnels éducatifs, de santé, d'accompagnement et d'orientation, une revalorisation des bourses, etc.

L'université Paul-Valéry, à Montpellier, est par exemple bloquée depuis le 1er octobre. A la demande d'Anne Fraïsse, sa présidente, les CRS sont déjà intervenus à deux reprises pour empêcher des tentatives d'occupation nocturne du campus principal – déjà investi en journée. *« J'essaie de faire baisser la tension avec les étudiants à travers la négociation,* confie Anne Fraïsse, *mais c'est très compliqué face à certains leaders qui vous disent qu'ils ne cesseront le blocage qu'après avoir fait la révolution… »* La patience est mère de toutes les vertus!

En attendant le Grand Soir, la *« continuité pédagogique »* est assurée tant bien que mal pour les 23 000 étudiants de Paul-Valéry, via des cours en distanciel ou des dépôts de documents par les profs sur la plateforme interne. *« Quand les étudiants sont lâchés dans la nature pendant trois semaines, cela crée beaucoup de dégâts*, déplore Anne Fraïsse. *Beaucoup m'écrivent pour me dire leur détresse. On ne sait pas quand les examens pourront être organisés. Nous n'avons aucune visibilité. »*



Faire fi des amphis

« Le gouvernement compte surtout sur son annonce d'une "évolution forte" de Parcoursup – qui faisait figure de totem – pour calmer les esprits, mais pas sûr que cela suffise… En interne, on croise aussi les doigts pour que les vacances scolaires et universitaires de la Toussaint cassent la dynamique enclenchée, et pour que le grand froid s'installe », se marre un haut fonctionnaire au ministère de l'Education. Jupiter n'est-il pas le dieu du ciel et de la foudre?

« Un effort budgétaire supplémentaire de 1 milliard d'euros dès 2027, première étape d'une programmation pluriannuelle ambitieuse, prolongée à partir de 2028 par un grand plan d'investissement immobilier de 1 milliard d'euros par an. » Tel est le montant réclamé au gouvernement par France Universités, qui rassemble les dirigeants exécutifs des établissements publics d'enseignement supérieur. D'après l'association, cette enveloppe permettrait à la fois de *« lutter contre la précarité étudiante »*, de *« reconstituer progressivement les capacités d'encadrement pédagogique »* et de *« lancer un grand plan national de rénovation des campus universitaires »*.

Le grand plan s'annonce plan-plan. Le 26 octobre, Philippe Baptiste, le ministre de l'Enseignement supérieur, s'est engagé à débloquer 1 milliard d'euros d'ici à 2029 pour rénover les facs. Sachant que plus d'un tiers d'entre elles sont des passoires énergétiques et que le ministère lui-même estime à 7 milliards le coût de réhabilitation du patrimoine universitaire, le compte n'y est (vraiment) pas… Sans même parler d'adaptation climatique des bâtiments, *« les universités ne disposent pas des moyens de remplir leur obligation d'entretien, tant le financement de l'immobilier universitaire reste défaillant »*, écrivaient les magistrats de la Cour des comptes dans un rapport daté… d'octobre 2022, toujours valable.

Forte de 26 000 étudiants, l'université d'Angers illustre – parmi tant d'autres – ce sous-financement de l'Etat. *« Faute de trésorerie, nous avons dû renoncer, depuis 2024, à 3 millions de dépenses d'entretien et de maintenance pourtant nécessaires, que ce soit pour rénover les toilettes, arrêter les fuites d'eau, ou changer nos sièges en bois ou nos ampoules au plafond des amphis*, égrène Françoise Grolleau, sa présidente. *Le résultat, c'est que nos étudiants en fac de droit ne voient plus bien. Nous en sommes là. »*

Au pays des Lumières, c'est un comble!

Clara Bamberger

LES JEUNES NE COMPRENNENT RIEN !



La bi-route de Lecornu

SOUDAIN, Sébastien Lecornu s'est décidé à prendre le volant. Le 21 octobre, le Premier ministre a annoncé la gratuité de l'A14 en semaine. Raison invoquée? La fermeture pour travaux du tunnel de Saint-Cloud et de l'A13 à partir du 16 novembre 2026 (coût prévu: 35 millions d'euros), et pour au moins neuf mois. La prise en charge par l'Etat de la gratuité du péage est, elle, estimée entre 8 et 10 millions. Jusqu'alors c'était le préfet de la région Ile-de-France qui conduisait l'opération. Mais, en pleine contestation sociale contre le pouvoir d'achat en berne, Matignon s'est dit qu'éviter un nouveau carambolage ne serait peut-être pas plus mal.

Chaque jour, 80 000 automobilistes font le trajet Paris-province via l'A13, et vice versa. En cas de fermeture, ils n'ont d'autre choix que d'emprunter l'autoroute voisine, la très payante A14. *« S'ils s'étaient rendu compte qu'ils allaient dépenser entre 2 000 et 4 000 euros de péage pendant la durée des travaux, on aurait eu droit à une fronde »*, concède un conseiller du gouvernement. Ajoutez à ça le prix de l'essence à la pompe et, pronostique un parlementaire du bloc central, *« on allait fabriquer de nouveaux gilets jaunes, comme lorsque Edouard* (Philippe) *avait voulu limiter de force la vitesse à 80 km/h »*. Y a des ronds-points, sur l'A13?

Si Lecornu a décidé de rendre l'A14 gratos – attention, hein, pas le week-end –, ce n'est pas seulement par crainte d'une possible *« convergence des luttes »*, c'est aussi pour convenance personnelle. A la mi-octobre, un sénateur de l'ouest parisien lui a rappelé que, pour retourner acheter des poireaux chez lui – à Vernon, dans l'Eure –, il ne pourrait plus emprunter le tunnel de Saint-Cloud. *« C'est à partir de ce moment-là que le Premier ministre s'est saisi du dossier, qui végétait depuis le début de l'été sur son bureau »*, confesse l'un de ses proches. Bon garçon, il a fait savoir à ses amis qu'il allait… leur arranger le coup en décrétant la gratuité de l'A14. Rien de tel pour se mettre les grands élus de l'ouest parisien dans la poche, à commencer par Gérard Larcher, sénateur des Yvelines, qui, le 14 octobre, pestait contre l'*« absence de concertation avec les élus »* dans cette histoire d'A13. Une ZAD à Rambouillet, Gégé?

Je vous arrange le coût

Macron se serait aussi inquiété de cette fermeture, lui qui a l'habitude de séjourner à la Lanterne. Avec une sirène deux tons et un gyro, le pavillon de chasse versaillais, via l'A13, se trouve à vingt minutes de l'Elysée!

Et puis il y a Edouard Philippe. Grand pote de Lecornu, il connaît par cœur le ruban de bitume qui file vers la Normandie. Lorsqu'il ne fait pas campagne, il est au Havre, en tant que maire. Plutôt le genre pressé, vu le souvenir qu'il a laissé au peloton motocycliste de Seine-Maritime, en planque un jour d'octobre 2015 sur l'A13. Les pandores l'avaient flashé à 155 km/h au lieu des 110 autorisés.

Attention au dérapage incontrôlé sur la route de la présidentielle quand elle croise la toute première autoroute de France.

Didier Hassoux

Le maire d'Arcachon a le sens des affaires

« FILS DE PUTE », « enculé », « vous êtes une merde »… En mars dernier, les charmantes envolées du maire (LR) d'Arcachon, adressées à son rival écolo, avaient fait le tour des réseaux sociaux (Vakita, 17/3). En août, le tribunal correctionnel de Bordeaux a condamné Yves Foulon à une amende de 5 000 euros pour *« menaces, violences et injures »*. Une affaire dans l'affaire, en vérité…

A l'origine du conflit? La vente de la villa Salesse, une demeure historique, acquise par le maire et son demi-frère en 2021 (« Le Canard », 25/3). Les conditions litigieuses de cet achat et la transformation au bulldozer du bâtiment ont fait l'objet d'une plainte déposée par l'association AC!! Anticorruption datée du 17 mars. Laquelle a fait l'objet, le 14 octobre, d'un complément de plainte. La raison de ce nouvel acte judiciaire? Selon AC!!, la municipalité d'Arcachon aurait fait capoter une première vente de la villa pour que son maire puisse la récupérer à un prix bradé.

En 2020, le promoteur immobilier Pichet posait 5,125 millions d'euros sur la table pour racheter le bien et construire des logements à la place. Mais, après avoir été informé par son notaire que la mairie s'opposerait à la démolition et envisageait même de préempter le bâtiment, il a renoncé. Un an plus tard, le maire et son demi-frère rachètent la villa Salesse pour 3,5 millions d'euros, soit 1,6 million de moins. Coup de bol!

Foulon aux pieds

Foulon, ce malheureux, a dû souscrire un prêt-relais de 1,8 million d'euros, tandis que son demi-frère a puisé 1,7 million sur les comptes monégasques de l'une de ses boîtes, basée aux Canaries.

Cette version de l'histoire est confirmée par un PV d'enquête de la division de la criminalité organisée et spécialisée (ex-PJ) de la Gironde de mars 2026, que « Le Canard » a pu consulter. Interrogé dans le cadre d'une précédente enquête, Foulon avait déclaré aux poulets n'avoir *« jamais eu connaissance du projet initial du groupe Pichet et* [n'avoir] *donc donné aucune instruction aux services de la mairie afin d'adresser un refus au projet »*.

A Arcachon, le hasard fait si bien les choses…

Yann Valdoire

Marek Halter sème la zizanie

QUI A DIT qu'on ne savait plus faire la fête à Paris? Tous les ans, pour la nouvelle année juive, l'écrivain Marek Halter organise une petite sauterie chez lui, au cœur du quartier huppé du Marais, à Paris. Lors de cette 20e édition, le 6 septembre dernier, un petit orchestre classique a ambiancé riverains et amis de l'artiste, qui voit là *« un îlot d'espoir pour une France multicolore dans un monde de violence et de haine »*.

Soucieuse de faciliter la venue des convives, la Mairie de Paris a su mettre les petits plats dans les grands. Dans un arrêté municipal du 21 août, elle a interdit la circulation et le stationnement dans la rue tout l'après-midi *« pour assurer la sécurité des usagers de l'espace public »*, et la police municipale comme la fourrière ont été mobilisées pour faire place nette. *« C'était surtout pour assurer le stationnement des VIP, dont certains viennent avec chauffeur et gardes du corps »*, rigole un habitué des lieux.

L'empressement mis par Emmanuel Grégoire – présent à la garden-party – à satisfaire l'écrivain a déclenché une querelle entre élus au sein de la majorité municipale. Ariel Weil, le maire PS de Paris Centre, s'est opposé à la tenue de l'événement tout comme à la mobilisation des moyens publics pour une initiative privée. Il a dû manger son chapeau.

Trouble-fête

Certains riverains l'ont aussi en travers de la gorge. Plusieurs d'entre eux se sont fait ramasser leur bagnole et ont dû allonger 240 euros d'amende et de frais de fourrière. Ça fait cher la fête! Les mécontents, qui se sont tournés vers Emmanuel Grégoire pour plaider leur cause, ont trouvé porte close.

Selon ces grincheux, l'affichage de l'arrêté municipal informant le public était du genre minimaliste: un seul exemplaire apposé le jour même en catimini, là où, en temps normal, des plots et des rubans sont déployés plusieurs jours à l'avance. *« C'est faux, tout a été fait dans les règles. Si des gens indolents et indisciplinés ne prennent pas la peine de lire, qu'est-ce que j'y peux? »* se défend Marek Halter, qui a proposé à tout le voisinage de se joindre à la fête à coups d'affichettes. La prochaine fois, pourquoi ne pas organiser directement la fiesta à la fourrière?

David Rousset

Arnault remonté contre Pigasse

LE PATRON de LVMH est en colère contre le milliardaire de gauche! Le 14 octobre, sur les ondes de Radio Nova – dont Matthieu Pigasse est propriétaire –, l'humoriste Pierre Metzger demandait: *« C'est quoi, l'intérêt d'aller manifester devant chez Lecornu alors qu'au…* (il donne l'adresse) *tu as l'hôtel particulier de Bernard Arnault? »* Relancé par l'animateur, le « comique » avait même proposé de communiquer la combinaison du digicode de l'immeuble à ceux qui le lui demanderaient.

Cette saillie insurrectionnelle a poussé la station à prendre ses distances avec la saynète et à la supprimer de ses réseaux sociaux. Pas suffisant, toutefois, pour calmer le boss de Vuitton.

Furibard, Arnault s'est d'autant plus lâché en privé contre Pigasse que, le 17 octobre, une trentaine de manifestants échappés des cortèges parisiens s'étaient rassemblés devant chez lui. Même s'il n'était pas dans la capitale ce jour-là, il n'a pas apprécié l'attroupement. D'ici à ce que Radio Classique, propriété d'Arnault, refile l'adresse de Pigasse à ses auditeurs…

L. C.

Les JO 2030 à l'épreuve des boss

LE COMITÉ d'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 2030 dans les Alpes devrait découvrir son nouveau patron jeudi 29 octobre. Pour succéder à l'ancien champion de ski de bosses Edgar Grospiron, remercié début septembre (« L'Equipe », 26/10), Geoffroy Roux de Bézieux a été choisi. La désignation de l'ex-dirigeant du Medef a pourtant de quoi faire sourire.

Pour tenir le rôle de l'« Estanguet de 2030 », Macron voulait, l'an passé, un sportif réputé qui soit un fin connaisseur de la montagne. Sur ce plan, Roux de Bézieux, natif du XVe arrondissement de Paris (altitude maximale: 67 mètres), peut tout juste se targuer d'avoir été actionnaire du club de rugby de Bourgoin-Jallieu (Isère). Pour gérer un modeste budget de 2,1 milliards d'euros, le prétendant ne devait pas avoir participé à l'organisation des Jeux de l'été 2024, les « montagnards » en ayant soupé de ces prétentieux de Parisiens. Encore raté: Roux de Bézieux officiait au conseil d'administration de Paris 2024!

Le candidat idéal, enfin, devait être parfaitement étranger à tout conflit d'intérêts. Pas de chance: Roux de Bézieux siège dans les hautes sphères d'une ribambelle de boîtes, comme Saint-Gobain, géant des matériaux de construction, ou Bureau Veritas, mastodonte de la certification. A titre personnel, il a investi dans une trentaine de PME et de start-up. C'est précisément pour ce sens des affaires que « GRDB » a été désigné, alors que les grands sponsors des JO manquent encore cruellement.

La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, qui doit donner son blanc-seing, devrait apprécier ce slalom géant.

Paul Leclerc

COMMENT L'IA *gâche la vie des matheux*



MULTIPLICATIONS, règle de trois… Il y a longtemps que les simples mortels ont délégué à des machines leurs opérations les plus élémentaires. Seuls quelques passionnés des maths s'échinent encore à résoudre des problèmes complexes. Et voilà qu'à l'orée de l'automne, avec une puissance de rapprochement des données qu'aucun cerveau humain ne peut concurrencer, Claude et ChatGPT solutionnent une palanquée d'équations!

Début septembre, Anthropic a formalisé – en onze jours – une démonstration du dernier théorème de Fermat. Et OpenAI est venu à bout de l'un des sept problèmes dits « du millénaire », mis à prix à 1 million de dollars. Nouveau coup de massue, un mois plus tard, avec plus de 700 énigmes résolues. En quelques jours, les mathématiciens se sont retrouvés comme des gamins à qui un camarade plus fort aurait chipé le trésor qu'ils convoitaient depuis des années.

Depuis, les questions sur l'avenir de la discipline se bousculent. Economiques: quelle entreprise privée va continuer de financer la recherche humaine en maths si une machine trouve la solution en quelques heures? Ethiques: d'où vient la connaissance à partir de laquelle l'intelligence artificielle travaille, si ce n'est d'années de production de cerveaux humains? Existentielles: faut-il encore orienter des étudiants vers les filières scientifiques s'ils risquent, demain, de se retrouver sans job?

Machines à sous

Quelques acharnés – particulièrement en France, où les médailles Fields, l'équivalent du Nobel pour les mathématiques, sont légion – refusent de sombrer dans le défaitisme et en appellent à une nouvelle vision du métier. En renonçant à la quête du Graal (et à celle de prix richement dotés) poursuivie depuis des décennies et en travaillant non sur LA solution elle-même mais sur le raisonnement pour y parvenir, afin de le formaliser et de l'expliquer aux plus jeunes. Un appel à la raison qui cache un secret espoir: celui de trouver de nouvelles pistes à explorer et, peut-être, d'autres trésors à dénicher. Avec le risque que la machine coure toujours plus vite… et que le Poincaré de demain s'appelle Claude.

Agnès Laurent

LES INFLUENCEURS À LA RESCOUSSE DU GOUVERNEMENT



LULA STOPPE L'EXTRÊME DROITE EN AMÉRIQUE DU SUD



Revolut finale

UN COMPTE ouvert en quelques clics, une carte bancaire rapidement obtenue… Début 2026, Alexandre, entrepreneur, se laisse tenter par les promesses de la banque en ligne Revolut. En juillet, peu convaincu par les services de celle qui se veut pourtant *« bien plus qu'une banque »*, il ferme son compte. En omettant un petit détail: doivent arriver sur ce dernier des remboursements de réservations d'hôtel et de train pour un voyage en Chine qu'il a annulé, soit près de 1 300 euros.

Dans les autres banques, il suffit d'envoyer ses nouvelles coordonnées pour qu'un virement soit effectué. Chez Revolut, c'est plus compliqué. Si l'on veut que l'Iban soit pris en compte, il faut s'identifier. Là, Alexandre se heurte à un mur. Le système pour prendre en photo sa carte d'identité



ne fonctionne pas, les messages d'erreur s'accumulent. Le service client? La banque l'oriente vers un chat sécurisé. Soixante tentatives de connexion plus tard, envois de selfies et autres joyeusetés de trois téléphones et ordinateurs: toujours rien. Alexandre demande un échange téléphonique, on lui répond qu'un tel service n'est ouvert qu'aux usagers professionnels, au Royaume-Uni et en Irlande. Il envoie une copie de sa carte d'identité par courrier recommandé. Encore loupé! Fin août, Revolut lui propose un dédommagement de 90 euros… en précisant qu'à l'égard d'un ancien client la banque n'est tenue à rien. Sérieusement agacé, Alexandre insiste. Début octobre, Revolut le renvoie vers le médiateur bancaire. Toujours pas de nouvelles des 1 300 euros.

Contactée par « Le Canard » mi-octobre, la néobanque lituanienne, qui a obtenu en août son agrément pour opérer depuis la France, a miraculeusement retrouvé le bouton « virement ». Et remboursé Alexandre en quelques clics.

Comme quoi, c'est simple de tenir ses promesses…

A. L.

ZigZag

L'ARMÉE FAIT AMI-AMI

Au moment où les Forges de Tarbes, qui produisent les corps d'obus du canon Caesar, demandent leur placement en redressement judiciaire, la défense monte au front. Selon « Challenges » (22/10), elle a acheté auprès de Citroën 156 exemplaires de voitures électriques sans permis Ami « pour faciliter ses déplacements au sein des bases militaires ».

Des voitures equipées de canons Caesar?

BARDELLA RÉÉLU À LA TÊTE DU RN AVEC 98,98 % DES VOIX



REÇU SECTE SUR SECTE

Dialog, une organisation secrète fondée par le milliardaire libertarien Peter Thiel qui réunit régulièrement des responsables politiques, des financiers et des militaires de premier plan, a dû annuler un colloque à Powerscourt, au sud de Dublin, à la suite d'une fuite de données numériques concernant le profil des invités. Dommage, car le programme des ateliers était alléchant: « L'argent fait le bonheur », « Retour au nucléaire », « Comment gérer la Troisième Guerre mondiale », « Comment va votre vie sexuelle? » ou encore « Créer une secte ».

Avec un diplôme de gourou à la clé?

IA : péril sur le Goncourt !

Livres déprogrammés, soupçons en tous sens… L'IA sème la panique dans le monde de l'édition.

À L'APPROCHE de la remise des prix littéraires de l'automne (Goncourt et Renaudot le 3 novembre, Femina le 4), un vent de panique souffle sur le petit monde de l'édition : manquerait plus qu'un roman primé ait été écrit avec l'intelligence artificielle !

Le tsunami déclenché autour de Thélyson Orélien, cet auteur haïtien soupçonné, à la mi-septembre, d'avoir utilisé l'IA pour rédiger « C'était ça ou mourir », n'a pas fini de produire ses effets. Longtemps, malgré les doutes, Grasset – sa maison d'édition en France –, les libraires, ravis des ventes (100 000 exemplaires), et les critiques, qui, dans un bel ensemble, l'avaient encensé, ont fait comme si de rien n'était. Personne, par ailleurs, n'a relevé que le texte qu'Orélien a publié en hommage à Olivier Nora, son éditeur, dans « La Grande Evasion » (Buchet-Chastel), ouvrage collectif des auteurs Grasset, clignotait en rouge vif quand il était soumis à l'analyse de Pangram, le logiciel traqueur d'IA, avec un taux de 100 % (ceux d'autres contributeurs affichant 0 %). Encore une polémique aux relents racistes à l'égard d'un homme qui se dit – en partie – innocent ?

En coulisses, la fébrilité gagne, et les parapluies s'ouvrent. Le jury du Goncourt a vite sorti Thélyson Orélien de sa liste pour ne pas parasiter ses prix satellites, celui des lycéens et celui des détenus. Les autres (Femina, Décembre) l'ont exfiltré discrètement de leur deuxième sélection. Seul le Renaudot, présidé par le provocateur de pacotille Frédéric Beigbeder, le maintient pour l'instant.

"JE" est un autre

Des rumeurs d'IA courent aussi à propos du roman « JE », de Lilia Hassaine (Gallimard). L'auteure s'en défend, arguant d'un score de 10 % (Actualitté, 24/10) – *« dans la marge d'erreur »* de Pangram, donc. Il n'empêche : le titre a disparu de la quasi-totalité des listes de prix sans tambour ni trompette.

Dans un pays qui place la littérature sur un piédestal et voit l'écrivain comme un démiurge solitaire, les éditeurs commencent à flairer le danger. L'inflation de manuscrits reçus leur fait craindre le pire quant à la « pureté » des livraisons. Mais quelles solutions retenir ? Passer un simple contrat moral avec les auteurs ? Le label « Sanctuaire », des Editions de l'Observatoire, fondé sur ce principe, est bousculé par les soupçons d'usage de l'IA dans les chroniques journalistiques de Julia de Funès, l'une des auteures phares de la maison. Faut-il, dès lors, exercer un contrôle systématique ? Beaucoup ne savent pas si utiliser des outils de correction, de traduction ou copier des références suffit à faire apparaître un « positif ». Les idées les plus folles circulent, alimentant encore un peu plus la suspicion…

Le 22 octobre, alors que le Syndicat national de l'édition restait muet, Antoine Gallimard a tranché dans le vif. Celui qui se veut la référence française en matière de littérature ne peut se permettre une polémique à la Grasset. Déjà, il a constaté qu'en sciences humaines nombre d'auteurs avaient demandé à *« retravailler »* leur texte lorsque la maison a fait savoir qu'une détection IA serait appliquée.

Il a donc demandé à tous ses éditeurs de littérature de prévoir *« un contrôle d'une absence d'IA »* (France Inter, 22/10). Certains ont renâclé, mais les premières décisions sont tombées : un roman annoncé pour début 2027 a été annulé pour cause de trop grande présence d'intelligence artificielle (15 %). Même sanction chez Les Nouveaux Editeurs, fondés par Arnaud Nourry, pour, un texte prévu au printemps.

Face à ces maisons défendant le 100 % humain en littérature, des petits malins ont trouvé le moyen de se faire un joli coup de pub en créant le prix Pascal, décerné à un livre conçu avec l'IA. Après tout, pourquoi la fiction serait-elle la seule discipline à ne pas se nourrir du progrès technologique ? Sauf que l'un des trois fondateurs lance… une « maison de l'IA » à Paris.

Un enjeu de bizness bien loin du rêve du poète : *« Et tout le reste est littérature »*…

Agnès Laurent

Problème de marges

DES VENTES en berne depuis janvier qui viennent s'ajouter à de mauvais résultats en 2025. « Le Canard » est allé mettre son bec dans les comptes de quelques maisons d'édition, et il n'y a vraiment pas de quoi se réjouir.

A l'exception de groupes indépendants comme Gallimard ou Albin Michel, beaucoup sont dans le rouge. Editis, propriété de Daniel Kretinsky, affiche près de 9 millions d'euros de pertes, dont plus de la moitié (4,8 millions) pour la seule maison Robert Laffont. Pour leur première année complète d'activité, Les Nouveaux Editeurs, d'Arnaud Nourry, ont perdu 634 000 euros, soit 900 000 euros depuis leur création. Chez Hachette, Stock souffre, quand Fayard fait des bénéfices grâce à ses auteurs d'extrême droite.

En 2026, avec les 300 000 exemplaires déjà vendus par Sarah Knafo, la maison poursuit son « casse de la décennie »…

LES PETITS COMMERCES SE PRÉPARENT PEU À PEU À LA MAGIE DE NOËL



Des collégiens parisiens victimes du Brexit

À DEUX PAS du Louvre et de la Comédie-Française, le collège Jean-Baptiste-Poquelin, qui accueille notamment de jeunes sourds et d'autres ne parlant pas le français, s'apprête à fermer ses portes dès la fin de cette année scolaire, au grand dam des parents d'élèves et du maire (PS) de Paris Centre, Ariel Weil. *« C'est d'une brutalité extraordinaire en plus d'être complètement con ! »* résume l'élu.

A la place s'installera l'Ecole européenne, un établissement public de haut niveau réservé aux enfants des fonctionnaires des institutions de l'UE. En fin d'été prochain débarqueront ceux du personnel de l'Autorité européenne des marchés financiers, le machin qui régule les agences de notation, et de l'Autorité bancaire européenne. Toutes deux étaient basées à Londres jusqu'en 2019, avant de s'installer à la Défense et à Bercy pour cause de Brexit. Les anciens élèves de Poquelin seront, eux, répartis dans des collèges du centre de la capitale. *« On casse quelque chose qui marche à peu près bien pour mettre des enfants de familles CSP++ qui, en plus, ne paient pas d'impôts ! »* enrage un père d'élèves.

C'est la méthode du rectorat, pas franchement collégiale, qui heurte. *« Il n'y a eu aucune concertation, ni avec moi ni avec les parents. Notre première demande, c'était que la venue dans cette école puisse profiter aux élèves de Poquelin. Et que le départ se fasse de manière progressive »*, fulmine Ariel Weil, qui s'opposera au projet lors du vote devant le Conseil de Paris.

Le rectorat, de son côté, explique : *« Paris Centre compte sept collèges, qui garantissent une grande proximité pour l'ensemble des familles. Le collège Jean-Baptiste-Poquelin est par ailleurs particulièrement concerné par la baisse démographique continue à Paris. »* Et de promettre que quelques places seront disponibles pour les ados du quartier dans l'Ecole européenne, sur dossier.

Mieux vaut entendre ça que d'être sourd…

P. L.

ZigZag

LE COMBLE DE L'HORAIRE

Avis aux amateurs ! Le poste de bras droit de Vinod Khosla, le fondateur de la société de capital-risque Khosla Ventures, une boîte de la Silicon Valley, est à pourvoir. Le boulot n'est pas de tout repos, selon « The Wall Street Journal », repris par « L'Opinion » (23/10) : il faudra « être présent au bureau de 8 heures à 20 heures », « être disponible 24 heures sur 24 » et les week-ends, si nécessaire, et tenir ce rythme pendant trois ans. « Khosla, qui ne dort jamais, s'attend à recevoir "plus de 1 000 candidatures". »

Et même pas besoin de Pôle emploi !

DÉJÀ, UNE CHOSE EST SÛRE…



DRÔLE DE ZIG

❑ RÉMI BERTHOUX, le maire (RN) de Thizy-les-Bourgs (Rhône), est parti en croisade, six mois après son élection, pour faire disparaître le linge qui sèche aux fenêtres des immeubles de cette petite ville de près de 6 000 habitants.

Depuis le mois de septembre, un arrêté municipal interdit aux résidents, sous peine d'amende, d'accrocher leurs chaussettes ou leurs petites culottes dans des endroits où elles seraient visibles de la rue. Et la gendarmerie locale a été priée de patrouiller pour faire respecter la décision municipale. « Non, nous ne sommes pas à Naples ! » a lancé l'élu pour se justifier auprès d'administrés furibards.

La pince à linge, voilà l'ennemi !

Les libellules et les touristes remercient le préfet du Gard

ENFIN une préfecture qui a la fibre écolo ! Celle du Gard laisse un particulier détourner l'eau d'un ruisseau pour alimenter trois bassins, dans le but, dit le propriétaire des lieux, de *« sauvegarder les libellules et les castors »* qui y vivent. Magnifique, non ? Mais voilà qu'un écologue, Pierrot Pantel, juriste de l'Association nationale pour la biodiversité (ANB), s'en est mêlé. Durant l'été 2025, faisant son jogging matinal à 1,5 km du centre d'Anduze, il voit une planche qui barre le cours du Veyrac et le dérive, via un petit canal, vers trois bassins, dont un de 3 500 m³ et de 5 mètres de profondeur. Ces bassins jouxtent un ancien moulin, lequel est attenant à une ferme bio et à un petit gîte de sept places pour touristes.

L'écologue s'insurge de ce *« prélèvement illégal »* et alerte tout un tas de gens : l'Office français de la biodiversité (OFB), la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), la gendarmerie, la police municipale… Et il dépose un référé pénal environnemental. Résultat : fin juin 2026, ça bouge enfin. Le ruisseau n'est plus dévié en totalité mais aux deux tiers !

Le 7 août dernier, la préfecture du Gard a pris un arrêté sécheresse. Tous les cours d'eau du secteur d'Anduze ont été placés en *« crise »*, avec interdiction totale de prélèvement. Mais le ruisseau continue d'être dévié. L'écologue-joggeur (également ancien agent de l'OFB) a dégainé un nouveau référé pénal, pour non-respect de l'arrêté sécheresse.

Bruno Tirfort, le propriétaire du gîte, se défend : *« Il n'y a pas d'infraction, l'eau ne fait que passer par les bassins pour, à la fin, retourner dans le ruisseau. » « Faux »*, rétorque Pierrot Pantel, qui explique, vidéo à l'appui, que, *« sur les 800 mètres qui séparent le point de dérivation de l'endroit où l'eau ressort des bassins, le ruisseau se retrouve quasiment voire totalement asséché »*. Le proprio : *« Oui, bon, un jour il y a eu un problème, mais, sinon, il y a toujours une continuité d'eau qui s'écoule. »*

A haut débit

La préfecture du Gard assure au « Canard » que *« le sujet est moins la sécheresse que la régularité administrative de ce prélèvement, qui ne dispose pas aujourd'hui d'autorisation »*. Pourquoi, alors, ne pas faire stopper cette déviation illégale ? Parce que *« ces bassins constituent aujourd'hui de probables réservoirs de biodiversité. Une simple action de coupure de ce détournement pourrait* [avoir] *un impact négatif sur l'environnement. Des études plus poussées sont donc nécessaires »*, notamment afin de *« fixer le débit* [minimal] *à laisser dans le lit pour garantir la vie aquatique »*.

C'est ce qu'on appelle une procédure fleuve…

Pr. C.

DÉLOCALISONS LES MANIFESTATIONS



Braquage belge en grande pompe funèbre

LE TRIBUNAL de Nivelles, en Belgique, vient de juger un prévenu qui, le 13 juillet dernier, armé d'un couteau électrique, avait braqué un Carrefour Market à Braine-l'Alleud, une commune du Brabant wallon. Avant de s'en prendre à la caissière, le trentenaire s'était fortement enivré. Pour éviter d'être identifié pendant le hold-up, ce champion avait enfilé un slip sur sa tête. Puis il était reparti… sans la caisse, avant de mettre le feu à une partie de ses vêtements dans le hall d'un immeuble.

La fumée déclenche alors l'alarme. Le bâtiment est évacué. Pour se carapater, il s'empare d'un corbillard dont les clés sont sur le contact. Après avoir utilisé des cartes bancaires présentes dans le véhicule pour acheter des clopes et de la cocaïne, le faux croque-mort rentre chez lui et résiste aux flics venus le coffrer (« Bruxelles Today », 26/10) : *« Il affirme ne pas se souvenir de tout en raison de son état au moment des événements. »* Pour ces faits, il a été condamné à dix-huit mois de prison.

De quoi sacrer Braine-l'Alleud comme la nouvelle capitale du surréalisme.

J.-L. L. T.

CONFLIT DE CANARD

Un pesticide qui mousse

L'INDUSTRIE de la bière peut dire merci à Annie Genevard. Grâce à notre ministre de l'Agriculture, les producteurs d'orge vont pouvoir pulvériser, jusqu'au 21 janvier, 90 000 litres de triallate, un désherbant interdit en France il y a trois ans parce qu'il contamine les nappes phréatiques avec des cochonneries suspectées d'être mutagènes et cancérigènes pour l'homme. Sans compter qu'il dézingue, dans les mares et les rivières, poissons, crustacés et insectes. Le 22 septembre, Genevard a dégainé une dérogation de cent vingt jours, applicable dès le lendemain, pour cette charmante substance. Tant pis si l'Agence nationale de sécurité sanitaire a retiré du marché, en 2023, tous les mélanges à base de triallate à cause du *« risque inacceptable de contamination des eaux souterraines »*. Et si, dès 2020, l'Autorité européenne de sécurité des aliments avait tiré la sonnette d'alarme sur le *« potentiel effet génotoxique du triallate »* – en clair, sa capacité à bousiller l'ADN.

Si Annie Genevard se soucie autant de la bonne croissance de l'orge, c'est parce que 20 % des bières brassées dans le monde intègrent de l'orge ou du malt made in France. Près de 40 % des 33 000 ha de cette céréale cultivés dans l'Hexagone servent à fabriquer de la cervoise, à raison de 35 000 litres par hectare. Mieux, notre pays est le premier exportateur mondial de malt, ces grains d'orge qui sont germés, séchés et torréfiés pour concocter les fameuses bières maltées qui font un carton. Cocorico ! Soufflet Malt, le producteur de malt le plus important de la planète, est français ; il en produit chaque année 3,6 millions de tonnes. Encore mieux, ce fleuron tricolore appartient à la plus grosse coopérative agricole et agroalimentaire française, InVivo, qui génère près de 12 milliards d'euros de chiffre d'affaires par an. Le mastodonte, qui a son rond de serviette à la FNSEA, le principal syndicat agricole, a fait monter au créneau la branche céréalière de ce dernier. Avec le succès que l'on connaît. Lors du grand raout annuel des producteurs de blé et d'orge, Genevard les a carrément encouragés à demander à son ministère la dérogation de cent vingt jours…

Mais, au fait, pourquoi les producteurs d'orge tiennent-ils autant à leur triallate ? Tout simplement parce qu'à force de récurer leurs champs avec des désherbants ils ont rendu les mauvaises herbes résistantes. Elles ont développé un bouclier génétique qui neutralise le poison dès qu'il touche les feuilles. Ne reste plus que le triallate, aspergé sur les sols nus avant les semis, pour empêcher les mauvaises graines de germer. Les céréaliers pourraient toujours désherber mécaniquement, mais, avec la flambée du prix du gasoil, ça leur coûterait bonbon et ça ferait de l'orge et du malt plus chers pour les brasseurs.

Mauvaise nouvelle pour l'industrie de la bière, l'association écolo Générations futures vient de demander à la justice administrative d'annuler la dérogation. C'est ce qui s'appelle mettre la pression…



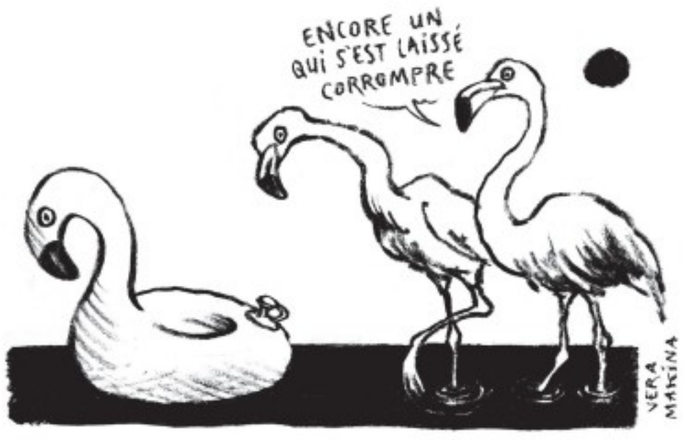
Flouf!

Les flamants roses vous saluent bien

PENDANT cent trente-sept jours, ils ont manifesté pacifiquement, et ça n'a servi à rien. Alors, le 13 octobre, les « flamants roses » de Tirana et des autres grandes villes albanaises se sont énervés. Blocages, affrontements. Ministères, tribunaux, commerces, commissariats de police attaqués. Jets de pavés, tirs de mortiers, répression policière… Rien ne dit que cette « révolution des flamants roses » va s'arrêter. Tiens, tiens.

Tout commence à cause de la famille Trump. En mai dernier, la fille, Ivanka, annonce à grand tapage qu'avec son mari, Jared Kushner, elle va mettre la main sur une île magnifiquement préservée près de la lagune de Narta, une ancienne base militaire de 5 km² avec 3 600 bunkers et des kilomètres de tunnels abandonnés, pour y bâtir un complexe touristique de luxe kitsch comme on les aime chez les Trump. Pas moins de 10 000 chambres. Saccageant au passage ce qui est l'une des dernières zones naturelles protégées en Méditerranée, où vivent colonies de flamants roses et tortues marines…

Lorsque, le 31 mai, des opposants albanais écolos se font molester par des agents de sécurité devant une plage publique qui vient d'être ceinte de barbelés, et que la séquence vidéo devient virale, le mouvement démarre en trombe. Chaque jour, les « flamants roses », comme ils se dénomment, manifestent par milliers face au bureau d'Edi Rama, élu chef de gouvernement en 2013 sur la promesse de mener la lutte contre la corruption. Laquelle n'a jamais été aussi triomphante. Leur slogan : *« L'Albanie n'est pas à vendre »*.



Qui aurait pu prédire, comme dirait celui qui ne voit jamais rien venir, que l'Albanie, écrasée pendant un demi-siècle sous la botte d'une des pires dictatures communistes du monde, se rebellerait ainsi contre ses nouveaux maîtres ? Que ses 2,4 millions d'habitants, dont 30 % ont moins de 30 ans, ne se résigneraient pas à la dérive autoritaire, corrompue et criminelle du régime ? Qu'une lutte pour la défense du vivant se transformerait en lutte politique faisant vaciller un pouvoir sourd et aveugle à sa jeunesse ?

L'Albanie nous montre-t-elle l'avenir ? Si les oligarques au pouvoir y accueillent à bras ouverts ce giga-investissement américain, si le Parlement albanais est allé jusqu'à voter une loi taillée sur mesure autorisant les permis de construire dans les zones naturelles protégées, c'est parce qu'elle est un des pays les plus pauvres d'Europe. Certes peu endettée, mais sans le sou. Son principal atout, c'est le tourisme. Tout comme la France, première destination touristique mondiale.

Pire encore : derrière cette opération de privatisation du littoral se cacherait tout un trafic mafieux de prête-noms et de titres de propriété falsifiés. Les projets touristiques prêtés aux Trump *« accéléreraient donc la transformation de l'Albanie en un "narco-Etat" voué au blanchiment de l'argent de la drogue à l'échelle internationale »*, note Jean-Arnault Dérens, le rédacteur en chef du Courrier des Balkans, dans le magazine « Le Peuple breton » (octobre).

Bon, on n'en est pas encore là…

Jean-Luc Porquet

Le Cinéma

Hope

(Monstre-moi qui tu es)



DU BÉTAIL égorgé dans un village de Corée du Sud. Un tigre venu de Chine? Une manip nord-coréenne? Un chasseur, des paysans, puis un flic nerveux et une jeune policière se retrouvent confrontés à une créature ultraviolente, si rapide qu'elle échappe au regard... Pour seule réponse, ils tirent à volonté.

Présenté en compétition à Cannes, ce film en forme de course-poursuite sans trêve a laissé le public sidéré. *« On change de genre toutes les quinze minutes »*, expliquait le délégué général du Festival, Thierry Frémaux. De fait, ce long-métrage débute comme un thriller, enchaîne sur le film d'action, tourne au film apocalyptique, tant le paysage est ravagé comme par un tsunami. Puis il s'élève à la fresque de science-fiction. Avec, aussi, des incursions dans la comédie.

Tourné dans le style d'un *« film primitif »*, selon son réalisateur, Na Hong-jin, c'est, pour finir, un film catastrophe, au sens fort, qui s'achève par un retournement: il s'avère que les créatures monstrueuses, au nombre de trois, sont mues par des sentiments humains, tandis que ce sont les humains qui, en leur tirant dessus, ont réveillé leur bestialité. Vu de plus près, le barbare parle une autre langue... Voilà qui rappelle « L'Empire », de Bruno Dumont, autre film de SF ancré dans le terroir et à visée cosmique! Par sa mise en scène truculente de personnages coréens populaires, « Hope » évoque aussi le cinéma des compatriotes Bong Joon-ho ou Im Sang-soo.

Le cinéaste annonce deux autres volets formant une trilogie: on est curieux de voir dans quelles directions inattendues il orientera, cette fois, sa folle entreprise!

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

La Tentazione

Prof de français dans un lycée de Turin, Gioia, la cinquantaine, vit encore sous la férule d'une mère abusive. Alessio, lui, redouble sa première : scolarité chaotique mise en lambeaux par des soirées de prostitution organisées par un ami de sa mère, avec la complicité de cette dernière. La rencontre de ces deux personnages manipulés par leurs familles – elle maintenue en cage, lui dont le corps d'une folle beauté est devenu objet marchand – est un moment de grâce. Il s'enivre de la musique de Flaubert, elle découvre l'amour et la douceur des balades en forêt.

Nicolangelo Gelormini s'inspire d'un fait divers qui a bouleversé l'Italie pour signer un grand film sur la fatalité – non sans parenté avec le cinéma de Pasolini –, avec une Valeria Golino stupéfiante. **– A.-S. M.**

Irish Travellers

Cartable sur le dos, ils sortent un à un de leur spartiate mobil-home pour attraper le bus : un, deux, trois, quatre… ils sont dix mômes chez les O'Reilly, entre 4 et 16 ans, élevés dans ce nid de tôle par Patrick et Lisa, *Irish travellers* de leur état. Ces Irlandais du voyage vivraient bien d'autre chose que des allocs, mais les chevaux, la boxe et la chasse au lièvre ne rapportent pas bézef.

Le réalisateur franco-irlandais Alexander Murphy les a suivis pendant six ans. Sans jamais romantiser la précarité, il capte quantité de scènes d'une grande drôlerie : la communion, le salon de coiffure… Tout n'est pas rose, mais la tendresse des parents et la fantaisie des gosses l'emportent. Mieux qu'un livre de Dolto ou un manuel Montessori, un album de famille d'une douceur infinie. **– L. S.**

Le Mystère Lucy Lost

Qu'est-il arrivé à Lucy, une petite fille des îles Scilly, au sud de l'Angleterre ? Après un accident, elle a perdu la mémoire, se retrouve souvent seule sur la lande en pleine nuit et parle avec une amie que personne ne voit. On est en pleine guerre de 14-18, et de curieux flashs montrent à Lucy un ennemi allemand pas si barbare…

Graphisme et couleurs classiques, à la manière japonaise, pour ce film d'animation d'Olivier Clert. L'intrigue explore brillamment le thème de la mémoire traumatisée et celui des rêves et des chimères qui soudent un village ou un pays. **– J.-F. J.**

Papa où t'es ?

Devenu influenceur à succès, Nicolas Trouvé, 27 ans, a été placé dès l'âge de 3 ans, abusé et gavé de médocs qui ont altéré ses souvenirs... En conflit avec sa mère biologique, il part au Sénégal sur les traces de son père, qu'il n'a jamais connu.

Produit par la société de l'influenceur Inoxtag, ce périple émotionnel réalisé par Basile Monnot et Samy Bouyssié n'échappe pas au formatage des vidéos en ligne. Mais le charisme de son héros, qui sait mettre en scène ses élans, et la cause de l'enfance en danger en font un plaidoyer qui touche et fait mouche. **– D. F.**

Les films qu'on peut voir ou revoir

Le Spectre du professeur Hichcock

Dans un manoir écossais, en 1912, un vieux professeur perclus suit un étrange traitement, son épouse fait les yeux doux à son médecin personnel et une sinistre gouvernante veille...

Réalisé dans un somptueux Technicolor en 1963 par l'Italien Riccardo Freda, ce thriller fantastique à huis clos se joue des clichés du genre gothique horrifique : château hanté, caveau familial, fantôme obsédant. Le tréfonds de l'âme humaine est plus noir que la nuit. Barbara Steele resplendit de ses grands yeux verts où se peignent ses émotions face à Peter Baldwin, ambigu, et à Harriet Medin, inquiétante à souhait. **– D. F.**

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Moulin

Les derniers jours de Jean Moulin, en 1943 : de son parachutage en France à sa torture par Klaus Barbie, qui mène l'interrogatoire… Pour la première fois, le réalisateur du « Fils de Saul » (2015), László Nemes, ne tourne pas un projet personnel. Hélas, le film s'en ressent. Gilles Lellouche ne convainc pas dans le costume de Moulin (contrairement à Félix Kysyl dans « La Bataille de Gaulle »). L'excellent Lars Eidinger compose un Barbie décalé : un stéréotype d'officier nazi cultivé et de haut vol. Pas un soldat allemand n'apparaît à l'écran sans aboyer.

Le film abuse des gros plans, du clair-obscur… et semble cocher la case de tous les clichés sur l'époque – à rebours des images d'archives, extraordinaires, qui l'ouvrent ! **– D. F.**

Quelques mots d'amour

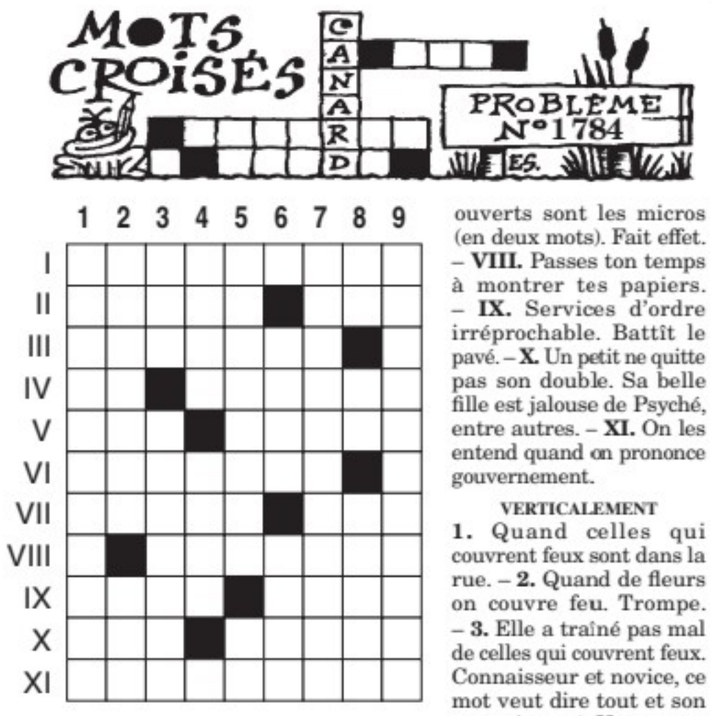
Depuis sa tendre enfance, Abi n'a qu'un rêve : rencontrer enfin son paternel, qu'elle idéalise. Elle reporte son amour déçu sur un chien.

Sarcelles avant l'an 2000, une grande famille méditerranéenne et des bons sentiments mitonnés sur le feu. Ce film de Rudi Rosenberg donne dans la fable familiale gorgée de tendresse, non sans naïveté. En mère malmenée qui tient bon, la subtile Hafsia Herzi domine le tableau. **– D. F.**

BARDELLA RÉÉLU AVEC 98,98 % DES VOIX : ZOUK TRIOMPHAL AU RN !



Mots croisés – Canard – Problème n° 1784



ouverts sont les micros (en deux mots). Fait effet. – **VIII.** Passes ton temps à montrer tes papiers. – **IX.** Services d'ordre irréprochable. Battît le pavé. – **X.** Un petit ne quitte pas son double. Sa belle fille est jalouse de Psyché, entre autres. – **XI.** On les entend quand on prononce gouvernement.

VERTICALEMENT

1. Quand celles qui couvrent feux sont dans la rue. – **2.** Quand de fleurs on couvre feu. Trompe. – **3.** Elle a traîné pas mal de celles qui couvrent feux. Connaisseur et novice, ce mot veut dire tout et son contraire. – **4.** Vance avec les stars (VO). « Bella ciao », etc., les manifestations n'en manquent pas. – **5.** Aura du succès. Le message des jeunes. – **6.** Beau Gosling. Siège en commission. – **7.** Liberté, j'écris ton non. – **8.** En plein dans l'œil. Un peu de terrain. Il a la tête dans les nuages. – **9.** Ils n'ont qu'à traverser la rue en colère pour trouver du travail.

HORIZONTALEMENT

I. Casse-heurts selon la police, casse-heures selon les organisateurs (mot composé). – **II.** Elle reçoit de Macron des missions. Qui est nassé n'en a pas assez. – **III.** Ils couvrent feux. – **IV.** Avec eux, on a bouteParisille. Ame. – **V.** Espace européen. Montagnes russes (ou début d'un groupe de hip-hop). – **VI.** Astérix et périls. – **VII.** Du rouge quand

Alain Thérime

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1783

HORIZONTALEMENT

I. SEPTEMBRE. – **II.** EMARGEAIT. – **III.** NORA. ISBA. – **IV.** AILIERS. – **V.** ENA. EGO. – **VI.** OGM. SATIN. – **VII.** ROESTI. FN. – **VIII.** IGNE. GLIE. – **IX.** AUTOMNE. – **X.** LE. UMAMIS. – **XI.** ESPLANADE.

VERTICALEMENT

1. SENATORIALE. – **2.** EMOI. GOGUES. – **3.** PARLEMENT. – **4.** TRAIN. SEOUL. – **5.** EG. EAST. MMA. – **6.** MEIR. AIGNAN. – **7.** BASSET. LEMA. – **8.** RIB. GIFI. ID. – **9.** ETALONNEUSE.

Lettres ou pas Lettres

La belle de la forêt

Une femme disparaît. Volontairement? "De l'autre côté du lac", de Sylvain Prudhomme, creuse délicatement le mystère…



LE BONHEUR loin des hommes? Imaginez un lac, une *« réserve intégrale »*, *« un grand manteau de pierre et d'arbres sur les versants des montagnes, du bord de l'eau jusqu'à plus de trois mille mètres d'altitude »*. Paola Alba, photographe de 41 ans, est fascinée – obsédée, même – par ce sanctuaire vierge, hors du monde. Quand le narrateur la croise, un matin de septembre, sur un minuscule parking, *« à la sortie du dernier village de la vallée »*, elle descend d'un hélicoptère. Elle vient de passer plusieurs jours dans les hauteurs, face au site, avec un groupe de six archéologues. La rencontre est brève, mais l'homme est sous le charme. Une poignée de mails s'ensuivent, un rapprochement s'ébauche.

Quelque temps plus tard, Paola remonte seule vers le lac, en plein hiver; on ne la reverra plus. Accident? Le corps, en tout cas, reste introuvable. *« Les conditions météorologiques fortement dégradées* [laissent] *craindre un drame. »* Obnubilé par cette énigme, le narrateur investigue. Il rencontre l'ancien compagnon de la dame, les scientifiques qui l'ont côtoyée et Jérôme, un agent du parc qui la connaissait bien. *« Ça faisait quelque chose de la rencontrer, je suis d'accord »*, lâche ce dernier.

Paola travaillait sur plaques de verre. Ses clichés ensorcellent le narrateur. *« La netteté est extraordinaire, l'effet de plongée vertigineux, la lumière si intense qu'elle semble venir de tous les côtés à la fois. »* Il consulte ses notes, réunit tout ce qu'il peut *« d'indices et de témoignages »*, reconstitue le déroulé de ses deux séjours, comble lui-même les failles.

Plusieurs événements inquiétants pimentent la double escapade: la mort d'un alpiniste, *« tombé au pied d'une falaise de trois cents mètres »*, la disparition, en 2006, d'une militante écologiste irlandaise, *« une très légère fumée sur le fond des montagnes »*, des empreintes relevées autour de la cabane, une tête *« collée à la lucarne »*. Quelqu'un vivrait-il de l'autre côté du lac? Quelqu'un que Paola aurait, peut-être, rejoint?

A cette intrigue classiquement policière, Sylvain Prudhomme mêle une méditation poétique sur le sauvage, l'attrait irrésistible que le silence et le vide peuvent exercer sur les âmes les plus ardentes. *« J'ai l'impression qu'il y a des gens comme ça*, hasarde notre limier songeur. *Qui ne tiendront jamais tout à fait en place. Au-dedans desquels malgré eux ça remue, ça déborde. »* Bien sûr, il sait qu'il ne sait rien, mais il choisit de croire à cette histoire de retraite, d'effacement voulu. Ainsi l'objet de son transport et le récit même dont il l'habille se parent-ils d'un halo féerique, presque mystique.

D'une langue précise, Sylvain Prudhomme trace les contours d'un univers hors d'atteinte, aux confins du monde sensible. Artiste hantée, *« entière »*, assoiffée d'invisible, cette Paola idéale quête un absolu auquel elle pourrait se fondre. *« Elle fixe une dernière fois la minuscule cabane de l'autre côté du lac, à travers les traits obliques de la neige qui s'intensifie, tombe à chaque instant plus drue. Puis tout disparaît. »*

Fabrice Colin

● Les Editions de Minuit, 288 p., 22 €.

Dans la dèche, wesh wesh!

Demi-Lune au soleil

de David Lopez

« NOUS toujours c'est au fond à gauche où il y a les banquettes. » Le narrateur est un abonné: *« Fond de la classe, fond du bus, fond de tiroir, fond du trou, tout ça je fréquente. »* En 2017, David Lopez nous avait régalés avec « Fief » (Seuil), qui racontait le quotidien d'une bande de gentils glandeurs. Revoici les mêmes, *« la trentaine entamée »*. Missions d'intérim, chantiers au noir et trafics de substances illicites sont leur gagne-pain. Ils tournent en rond dans leurs rêveries, qu'ils nomment *« projets »*, *« objectifs »*.

Des excuses à leur inertie, ils en fabriquent à la chaîne: *« C'est pas si simple, non plus »*, *« Ça se met en place »*, *« Faut que je me trouve un truc »*. Et la meilleure: *« Mon objectif, c'est de trouver un objectif. »* Le dénommé Lassdeg annonce *« faire toutes les routes de France à vélo »*, avant de conclure que, finalement, c'est impossible. L'objectif de Tac-Tac est de *« ne pas divorcer »*. Neuf Trois Quarts affiche son roman (400 000 signes) sur les murs de son couloir. Quand il est content d'un passage, il note en marge *« wesh wesh »*. Aux sceptiques il explique: *« Je suis en mission »*, *« dans un processus »*. Jimmy? *« Ça le rend heureux d'imaginer une vie pourvu que ce ne soit pas la sienne. »* André a un fil à la patte *(« Le bar, c'est sa base »)*.

Et Demi-Lune, le narrateur? Son objectif est de *« trouver l'amour »*. Une fille entrevue le long du canal, *« avec un gobelet de café à moitié renversé »*, l'obsède. Quand une copine l'embarque chez elle, l'épreuve est rude. Demi-Lune se sent réduit à l'état d'instrument pour le plaisir de la belle. Il s'applique *(« Je rentre dans mon personnage »)*, avant de conclure: *« Je n'ai rien joui du tout. »* Objectif raté!

Affranchi de la prose bien peignée de l'école, David Lopez, lointain rejeton de Céline, fait valser la grammaire. Parfois, il abuse et perd son lecteur en route. Pas trop grave! Ah, si seulement les lycéens pouvaient écrire mal aussi bien…

Frédéric Pagès

● Julliard, 288 p., 21,50 €.

VICTOIRE DU PARTI DES ÉTUDIANTS À BELGRADE



La Voie aux Chapitres

Jouer aux Loups-Garous – Réflexions sur notre cruelle humanité

par Maxime Rovere

À QUI se fier aujourd'hui? Les Loups-Garous de Thiercelieux, un jeu de rôle décliné dans de nombreux pays et adapté pour la télévision par Canal+, instaurent la méfiance entre deux camps.

Maxime Rovere, philosophe de profession, spécialiste de Spinoza, s'est immergé dans le tournage d'un épisode *(« Une quinzaine de joueurs plongés en pleine forêt avec près de deux cents techniciens »)*. A vos cartes! Chaque participant(e) en possède une, toutes sont réversibles (bon/méchant). La paranoïa s'installe. Comment ne pas attraper le virus de la méchanceté?

Bonne nouvelle: lorsque les Villageois font le pari de la confiance, les Loups sont découverts plus facilement. *« Fascinant exercice de lucidité »*, commente Rovere, qui remarque: *« Tout le monde se trompe à un moment donné du jeu, ce qui incite à la modestie et à la tolérance. »*

Au bout de ces « Réflexions sur notre cruelle humanité », il sera moins facile d'affirmer que l'homme est un loup-garou pour l'homme.

F. P.

● Flammarion, 160 p., 20 €.

UNE IDÉE À LA MINUTE



DOCS EN STOCK

Double peine

Vivre après

par Jérôme Garcin

PAS FACILE d'écrire sur son cancer quand on occupe une position en vue dans la République des lettres. L'accusation de narcissisme n'est jamais bien loin: et les autres, qui vivent de peu et souffrent en silence?

« Vivre après », de Jérôme Garcin, échappe pourtant aisément à ce soupçon, car, bien plus que la chronique d'une maladie qui bouleverse, c'est le récit d'un double divorce. Celui de l'auteur avec son corps de toujours, qu'il a cru immortel, ce corps qui jamais ne vieillirait, jamais ne pourrirait, cet allié indéfectible si longtemps épargné.

L'hôpital, c'était pour les autres, les êtres aimés dont Garcin observait en essuyant furtivement ses larmes les corps abîmés. Pourtant, elle est bien là, cette tumeur, cette discrète petite boule effectuant en silence son travail de mort. Avec ce corps devenu mortel, allégé de son immortalité, le voilà qui respire plus fort, prend plaisir à fendre l'air, à voir bousculées ses certitudes. C'en est fini des avis péremptoires, des propos tranchants, car, comme il l'écrit joliment, *« la maladie incline à l'humilité »*. Il adopte un chien, dont la fougue et la tendresse le bouleversent.

Le récit de son second divorce est tout aussi intéressant. Cette séparation lente, c'est celle d'avec Laure, une passion intellectuelle de cinquante ans. Laure – de son vrai nom Colette Peignot –, le grand amour de Georges Bataille, une poétesse, une écrivaine incandescente qui brise tous les liens qui l'enserrent, ceux de la religion, des attaches familiales, des convenances, de tout ce qui fait une *« petite vie »* de renoncements et de plaisirs médiocres. Laure, une mystique, une révolutionnaire, une suppliciée qui brûla ses jours consciemment. Laure, morte à 35 ans de la tuberculose, loin, si loin du jeune Garcin, raisonnable et rangé, vite accepté et reconnu parmi les gens de lettres. L'auteur n'est pas dupe: cette fascination pour Laure, c'est celle qu'il eut toujours pour les vies fauchées précocement, comme celle de son jumeau, Olivier, tué sous ses yeux la veille de ses 6 ans par un chauffard.

Cet adieu à Laure, c'est aussi une réconciliation avec lui-même. Comme s'il était interdit de durer, de baguenauder, de rêvasser, comme si on ne pouvait être que Jim Morrison, Laure ou rien. Oui, on a le droit de survivre à son jumeau, de ne pas être un artiste maudit, et être digne d'intérêt. *« Je n'ai plus l'âge des alcools forts »*, conclut-il, ironique, mélancolique, soudain diablement émouvant.

Anne-Sophie Mercier

● Gallimard, 125 p., 18 €.

IL FALLAIT RECULER D'UNE HEURE



CANARD + PLUS

● **SOUCIEUSES d'apporter leur contribution intellectuelle après l'attentat de Trappes, « Les Grandes Gueules » ont proposé ce « sujet du jour », sur RMC/BFMTV (26/10): « Le racisme est-il banalisé en France? » Un point d'interrogation audacieux pour qui se souvient que cette fine équipe avait ironisé, il y a deux ans, le 15 novembre 2024, sur la série « Emily In Paris », proposant une suite « qui pourrait s'appeler "Emily In Kaboul" », avec « un tournage de proximité à Trappes ».**

On ne craint ni la banalisation du racisme ni le grand foutage de gueule, sur RMC?

● **TOUJOURS SURPENANT, le « JDD » (25/10), lui, ne croit pas que le tueur de Trappes soit un militant raciste d'extrême droite. Histoire, sans doute, d'éteindre toute polémique sur l'effet des discours haineux largement propagés dans les médias Bolloré, l'hebdo dresse un portrait fou, à base de témoignages anonymes, de Kevin T., le décrivant comme un individu « sans engagement idéologique identifié », n'ayant « absolument rien d'un militant politique » et n'affichant pas « la moindre radicalité ». Preuve ultime de cette distance supposée avec l'ultra-droite: « Il avait même tourné dans des clips de rap. »**

En brandissant son exemplaire de « Mein Kampf » et des tracts du RN?

● **L'APRÈS-17 OCTOBRE a été marqué par une série inédite d'excuses présentées par nos confrères de la télé pour cause de surenchère ou de fake news. Face aux caméras de CNews (22/10), la consœur du « JDD » Lara Tchekov a reconnu s'être prévalue à tort de sources au Renseignement intérieur pour balancer que les casseurs détenaient des armes de guerre, rien que ça.**

CNews, toujours elle, a présenté vingt minutes durant des images d'émeutes censées se dérouler à Paris, mais tournées en Albanie (lire p. 8). Sur la chaîne télé de Franceinfo, Alix Bouilhaguet, une récidiviste, a fait acte de contrition après avoir scandé que Mélenchon n'avait pas condamné l'incendie de la mairie de Limoges...

Faux ce qui faut!

Le Canard enchaîné

01.42.60.31.36

redaction@lecanardenchaine.fr

173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris

www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Maréchal-Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président, directeur de la publication : Erik EMPTAZ.
Administrateur délégué : Hervé LIFFRAN.
Principaux associés : Erik EMPTAZ, Hervé LIFFRAN, Jean-François JULLIARD, Odile BENYAHIA-KOUIDER, Jean-Michel THÉNARD, Fanny RUZ-GUINDOS et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction : Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

Fondateurs : Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs : R. TRÉNO, André RIBAUD, Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print, Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements

01.42.60.75.16

abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site : *www.lecanardenchaine.fr*

Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE 1 AN

– Formule papier 75 €
– Formule numérique* 65 €
– Formule papier + numérique* 95 €
– Formule intégrale* 119 €

** Edition numérique disponible dès le mardi 21 heures, avec accès à tout le site « www.lecanardenchaine.fr »*

POUR LES AUTRES PAYS

Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site

APRÈS TRENTE-SEPT ANS DE DIFFUSION SUR TF1, LA SÉRIE "LES FEUX DE L'AMOUR" VA S'ARRÊTER



La Boîte aux Images

Prince de sang

C'EST en 1897, sous la plume de l'écrivain irlandais Bram Stoker, que Dracula est ressorti de sa tombe, après – licence fictionnelle – que son bateau se fut échoué au large du village de Whitby, sur les côtes du Yorkshire. Menace de l'étranger, sang, sexe, dames qui s'abandonnent à la délicieuse morsure… L'Angleterre victorienne, corsetée, tremble et se pâme.

Sauf que non. Le vrai Dracula n'a jamais bu de sang humain. Et, s'il l'a fait couler à pleins torrents, c'est au nom du pape Pie II et de la chrétienté.

En 1442, Vlad II Dracul (« dragon »), prince de Valachie, en Roumanie, est vaincu par les Ottomans. En échange de la paix, il offre son fils de 10 ans au sultan Mourad II. Et devient son vassal. En ce temps-là, la prise d'otage est une habitude diplomatique. Et la Valachie, une frontière entre deux mondes, l'Orient et l'Occident, considérée comme le bouclier de la chrétienté européenne.

Une "forêt de pals"

Vlad fils reste six ans prisonnier des Turcs. Durant sa captivité, et alors que son père est assassiné par des proches, il se retrouve à l'école de la cruauté. Les historiens du Corpus Draculianum, qui collectent les sources sur le « vrai » Vlad Tepes, sont unanimes: c'est dans les geôles ottomanes que le captif a découvert le supplice du pal.

A 20 ans, remonté sur le trône et devenu Vlad III, l'orphelin venge son père. Il tue les conjurés en les faisant empaler. Le pal, un mât pointu de plusieurs mètres de hauteur, graissé, enfoncé dans l'anus du supplicié, qui ressort par la poitrine en évitant les organes vitaux, afin que l'agonie dure des heures.

Vlad III, fils de Dracul, devient Vlad l'Empaleur, alias « Dracula ». S'il terrorise son peuple, sa bataille est ailleurs. Après la prise de Constantinople par les Turcs, en 1453, il se proclame défenseur de l'Occident chrétien et répond à l'appel du pape pour repartir en croisade. Il est le seul souverain européen à tirer l'épée du fourreau. En 1462, son armée franchit le Danube et massacre 23 000 civils et soldats ottomans – le chef de guerre a fait compter les têtes de cadavres.

La réponse ottomane va être terrible, alors Dracula demande l'aide du roi de Hongrie, qui la lui refuse. Le voilà isolé, avec une armée de 10 000 hommes face à 150 000 soldats turcs. L'issue semble désespérée, mais il va mettre en scène l'épouvante. Il fait tuer ses prisonniers et ordonne de déterrer des milliers de cadavres, frais ou anciens. Selon les écrits médiévaux, il fait ainsi empaler quelque 20 000 corps au sommet d'une colline, pour terrifier les armées du sultan. Devant cette « forêt de pals » à perte de vue, les Turcs croient à l'œuvre du diable et battent en retraite.

Dracula aurait dû être accueilli en héros par la chrétienté, mais sa cruauté a effrayé jusqu'au pape. Qui l'a lâché. Arrêté par un roi de Hongrie l'estimant incontrôlable, il meurt en captivité, bientôt oublié de tous, jusqu'à ce qu'un écrivain irlandais le transforme en un vampire assoiffé de sang, qui a fait trembler des générations dans le monde entier.

Aujourd'hui, les droites extrêmes n'osent brandir le pal et la croix. Ni glorifier Dracula. Plus vaillant que Charles Martel, plus héroïque que Godefroi de Bouillon devant Nicée, Vlad Tepes reste injustement boudé par les cathos tradis du XXIe siècle.

Sorj Chalandon

● « Dracula: la véritable histoire », de Matteo Caranta et Jacques Plaisant, le 31/10 à 20h55 sur Arte.

A travers la Presse déchaînée

Et on coupe-coupe le son

Dans « L'Indépendant » (17/10):

« Débroussailleuses (…) et autres tronçonneuses raisonnent sur la commune. »

Tous ces engins qui résonnent, c'est sciant, à la fin!

Gourou de secours

Dans « Le Dauphiné » (21/10):

« Meylan. Méditation citoyenne de proximité. »

C'est bien connu, la médiation citoyenne, c'est très inspirant!

Tambours ou grosse casse?

Dans « Libération » (20/10):

« En marge du cortège, qui a pu finalement s'élancer, des dizaines de groupes se sont égayés dans la capitale. »

Egaillés dans toutes les directions, ils ont fait leurs radieux à la police.

Sur l'album de la Comtesse

FAUT-IL FAIRE JUGER LES TÔLIERS? POTINS DE RUSTRES!

Ah, Cedex! – Ah, les volutes de cette grosse fumée! – Vérifiez les purges! – Fêtes violentes: quels galops et quelles loteries! – Ah, les locaux de Latins qui font des tripes aux papillotes! – Que de rustres bornés! – Et comment boucher l'entrée de ce tabac?

●

LECTEURS: *« Geoffrey raffole du Pernod. » – « Ces musiciens passifs sont mineurs. » – « Délais fonciers. » – « Ce pêcheur, il est coton. » – « La bonne pas nette donne ses bichons à l'année. » – « Des bonnes sont citées. » – « Il ne faut pas forcer les laides. » – « Les enfants de chœur en messe se font griser. » – « Vu Georges Bizet avec sa peine. »*

●

LU: *« Vu un conducteur dans la nasse où il a chuté en riant. » – « Shit du Berry. » – « Ah, ces mutations félines! » – « Les cas des gueux. » – « Un DAF pété. » – « Oh, l'acanthe folle! » – « Le glossaire à l'envers. » – « La rente d'Ophélie. » – « Un riz visible, le fond a cuit. » – « Un vigile rigolo. »*

Rue des Petites Perles

Vu dans « L'Est républicain » (20/10), à propos du célèbre tableau de Courbet et de son modèle supposé:

« Et si "Jo l'Irlandaise" était le vrai visage de "L'Origine du monde"? »

Une formule un poil osé?

Comme son nom l'indique

Dans « Collectionneur et chineur » (n° 471):

« Michel Pétard, expert en armes anciennes. »

Dans « La Nouvelle République » (20/10), à propos d'un Ehpad:

« Nicolas Mortel, directeur du Hameau de la Thibaudière. »

Dans « Ouest France » (2/10):

« "Tourisme: les effets des canicules et des incendies sur l'été des Français", par S. Auffray. »

Dans « Le Progrès » (19/11), à propos de tomates cuisinées:

« La production s'est vue confiée à la société sauce Lab, à Saulce-sur-Rhône. »

Prises de Bec

David Lisnard

A la Croisette des chemins

Le maire de Cannes, nouveau chouchou de Bolloré, inquiète sérieusement Retailleau. Il y a de quoi.

QUAND il est sorti de son déjeuner avec David Lisnard, organisé sous l'égide de Robert Ménard mercredi 21 octobre, Bruno Retailleau avait sa mine des mauvais jours. Sa rascasse, pourtant dégustée dans un excellent petit restau non loin du Sénat, genre bistronomique, à l'*« atmosphère chaleureuse où la passion du goût prend tout son sens »*, lui restait visiblement sur l'estomac. *« Alors, Bruno, comment ça s'est passé? »* lui a demandé un sénateur de son camp. *« Sympa, en apparence, mais il a sérieusement pris le melon. »*

Le melon, Lisnard? Un sacré boulard, même. Autant dire qu'il n'a pas, mais alors pas du tout, envie de se retirer de la course. L'expression – des plus improbables – *« il se passe quelque chose »*, sous-entendant qu'une puissante lame de fond pousse sa candidature, fait sourire, mais elle fait aussi causer.

Le voilà crédité de 7 % des intentions de vote dans un sondage récent, plus que Bruno Retailleau. *« Je dois dire que jamais de ma vie je ne me suis autant retrouvé bousculé sur les réseaux sociaux par des gens m'apostrophant et me demandant pourquoi on ne testait pas David Lisnard, en m'expliquant clairement que c'était un complot du "système", celui des sondeurs et des médias »*, s'amuse le patron d'un institut de sondage.

Il y a autour du maire de Cannes une camarilla de fans absolus qui applaudissent à tout rompre ses moindres saillies, ce qui ne le pousse pas à l'autocritique. Lors des journées d'été de son mouvement, en septembre, on frisait l'idôlatrie. Lisnard marche donc sur l'eau. Son parti, Nouvelle Energie, revendique plus de 80 000 adhérents, plus qu'Horizons, celui d'Edouard Philippe (43 000), et plus que le PS (31 000 à jour de cotisation).

Fans à clics

« Cent mille adhérents à Noël! » clame-t-il. Lisnard s'en donne les moyens: il a recruté le banquier René Proglio (le frère jumeau d'Henri) pour diriger son association de financement, et une avocate, Diane Lamarche, pour lever des fonds. Il est soutenu, sur les réseaux sociaux, par



diverses mouvances, allant des cercles miléistes français, qui regroupent peu de monde mais sont très actifs, à des comptes proches du mouvement « C'est Nicolas qui paie », qui rassemble des chefs d'entreprise et des jeunes actifs las de payer pour « Karim », le profiteur étranger, ou pour « Bernard et Chantal », les petits vieux grassouillets qui s'éclatent en croisière.

Il a la grosse patate, Lisnard, depuis que le site de paris en ligne Polymarket a estimé à 13 % ses chances d'être élu président, plus que Mélenchon. Dans ses interviews, son parcours devient une *« épopée »*, et l'accueil qui lui est réservé, un *« véritable engouement »*. Que promet-il, pour provoquer ainsi tant d'extase? Ben, une purge mémorable: entre 200 et 300 milliards d'euros d'économies… par an, la nomination d'un DRH à la tête de l'Etat et l'envoi d'un *« commando »*, qu'il est en train de constituer, pour diriger les administrations. Ce marathonien émérite a la plus profonde aversion pour les bourrelets étatiques.

Bénéficiant d'un appui assez voyant des médias du groupe Bolloré (articles enamourés, publication de son futur ouvrage chez Fayard, directeur général de son parti, Romain Marsily, très lié à Canal+), Lisnard mise-t-il sur un affaiblissement de Bardella? *« Le président du RN, qui n'en a pas fini avec les accusations de Mediapart, a peut-être son avenir derrière lui. Lisnard est le plan B de ceux qui veulent placer à Matignon, aux côtés de Marine Le Pen, un gars acquis aux idées libérales »*, assure un ancien ministre.

Gars de la Marine

Le sémillant maire de Cannes est en tout cas parfaitement Marino-compatible: il prône un référendum constitutionnel pour que, en matière d'immigration, la loi française prime sur le droit international et sur les textes européens, défend une profonde révision de l'accord franco-algérien de 1968 et la fin du droit du sol. Il n'est pas inintéressant de lire ses dernières déclarations sur le conflit russo-ukrainien: *« Face à Moscou, recherchons la paix et évitons l'escalade comme les rodomontades »* (« Le JDNews », 14/10). Interrogé sur le programme du RN, Lisnard prend bien garde de ne pas aller trop loin: *« C'est la fermeté régalienne sans le sérieux budgétaire. »* Ses relations avec Eric Ciotti sont excellentes. L'actuel maire de Nice l'a vigoureusement soutenu lors de la campagne ultraviolente qui l'a opposé au clan Tabarot pour la mairie de Cannes, il y a douze ans.

Avec sa tête de type bien, teint buriné et mâchoire carrée, qui jouerait dans un remake de « Hawaï, police d'Etat », Lisnard en a roulé plus d'un. Ainsi Retailleau lui a-t-il apporté son soutien sans hésiter quand il s'est représenté à la tête de l'Association des maires de France. Grâce à ça, le lascar a déjà ses 500 signatures. Retailleau n'a exigé aucune contrepartie. En voilà une grosse bêtise.

Anne-Sophie Mercier

CONGRÈS DU RN : LES SERVICES D'ORDRE BRIEFÉS POUR EMPÊCHER LES INTRUSIONS DE FEMEN



Le Théâtre

Ruy Blas

(Pas tort, Victor!)

APEINE est-on sorti de la Comédie-Française, ce mardi-là vers 23 h 15, qu'un vacarme nous fige. Là-haut dans le ciel passe un hélicoptère qui balaie la nuit d'un pinceau lumineux. Pourtant, la place Colette est déserte, et les rues alentour fort tranquilles… Sommes-nous le 2 mai 2027? Marine Le Pen est-elle déjà à l'Elysée? A-t-elle profité des 2 h 40 que dure cette représentation de « Ruy Blas » pour prendre le pouvoir?

Radieux, les comédiens du Français, plus de 20, viennent de saluer la salle, enthousiaste et debout. Au troisième acte, chose rare, quand Ruy Blas, incarné avec fougue et force par Stéphane Varupenne, a fini de clamer face au public une harangue, spontanément les spectateurs ont applaudi, ce qui ne se fait guère, d'ordinaire, sous ces respectables dorures.



Oui, les spectateurs ont applaudi la lettre ouverte publiée par Victor Hugo en 1876, que la metteuse en scène Julie Duclos a insérée au cœur de la pièce, où l'on entend, entre autres, ceci: *« A de certains moments, ce contresens éclate: la civilisation est dans les peuples, la barbarie est dans les gouvernants. »* Sans cette incise, ce spectacle n'aurait pas cette forte résonance…

Après tout, Ruy Blas, sans famille et sans le sou, ne fait-il pas partie de *« ceux qui ne sont rien »*? Il lui a suffi de *« traverser la rue »* pour trouver une place de laquais. Au service de l'infect Don Salluste, grand d'Espagne dont Thierry Hancisse fait un salaud magnifique, Ruy Blas se morfond et aime la reine en secret. Propulsé Premier ministre, il révèle bientôt sa grandeur de simple citoyen, dénonce la corruption des ministres, défend les gens de peu, touche le cœur de la reine…

Lorsqu'en 1838 il écrit cette pièce, Hugo est encore un partisan du juste milieu et du « roi-citoyen » Louis Philippe, dont il regrette qu'il se montre plus soucieux de la bourgeoisie d'affaires que des misérables et qu'il ait fait couler le sang rue Transnonain… Hugo avouera plus tard qu'il n'était *« pas encore républicain, ayant encore une foule de préjugés contre la révolution »*. L'an 1848 lui ouvrira les yeux. Né aristocrate, il se fera alors démocrate. Et deviendra *« aux yeux de la bourgeoisie un monstre »*.

Un décor épuré. Morgane Real royale en reine d'Espagne plus qu'humaine, Sébastien Pouderoux fort goûteux en Don César extravagant, tous les autres, de Laurent Stocker à Serge Bagdassarian, épatantissimes. Voilà un beau moment de grand vent hugolien, avec de l'intrigue et de la flamme, du grotesque et de la politique. Sous hélicoptère.

Jean-Luc Porquet

● A la Comédie-Française, à Paris, jusqu'au 27/1/27.

4.48 Psychose

SANDRINE BONNAIRE, qui a récemment incarné Claire Lannes, dans « L'Amante anglaise », prête sa voix et sa sensibilité à une autre femme : Sarah Kane, dramaturge britannique qui s'est suicidée en 1999, à l'âge de 28 ans, après avoir achevé ce texte. Elle retrouve le metteur en scène Jacques Osinski et le très singulier Frédéric Leidgens, dans le rôle du psychiatre.

Le jeu tout en retenue de l'actrice, éclairée au milieu de l'obscurité, laisse la place aux mots de Kane. Au bord du gouffre après plusieurs hospitalisations, celle-ci nous offre *« un instant de clarté avant la nuit éternelle »*. Elle exprime sa solitude et sa difficulté à dire ce qu'elle éprouve. Face à la dramaturge, le médecin, se tenant à distance de sa souffrance, apparaît et disparaît en vidéo. Il incarne la psychiatrie, qui n'a répondu à sa détresse qu'en lui prescrivant une kyrielle de médicaments : sertraline (50 mg), zopiclone (7,5 mg), loféprамine (210 mg), citalopram (20 mg), thorazine (100 mg)…

Même dans cette nuit terrible, il y a des envolées lyriques et quelques éclats d'humour noir. Sandrine Bonnaire les arrache aux ténèbres.

M. P.

● Au Théâtre de l'Atelier, à Paris, jusqu'au 15/11.

Le coin-coin des Variétés

Caroline Montier chante Juliette Gréco

(Dans son ju-jus)

« JE CHANTE ce que je veux, ce que je désire, ce que je suis. Et je ne suis pas innocente. » Ainsi Juliette Gréco résumait-elle son art, qui se moquait de toutes les convenances. Caroline Montier, soprano à la diction parfaite, s'accompagnant au piano et au ukulélé, retrouve la sensibilité d'expression de Gréco en réarrangeant ses chansons de manière très personnelle. Une belle occasion de réentendre des classiques (« Jolie Môme », « Déshabillez-moi »), mais aussi des chansons moins connues. Ah, la mauvaise foi malicieuse de « Ta jalousie » (Jean-Loup Dabadie)! la truculence macabre d'« A la mort de Juju » (Henri Tachan) ! et, plus subversive que jamais, la réjouissante amoralité de « La Lelluia » (Maurice Fanon)!

A. A.

● Au Théâtre Essaïon, à Paris, jusqu'au 5/11.

BALANCE TON PILLEUR





Le Canard enchaîné



Directeur : Erik EMPTAZ. *La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.* *Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.*

VITE DIT !

APRÈS avoir rebaptisé le golfe du Mexique et le lac Ontario respectivement « golfe d'Amérique » et « lac d'Amérique », Donald Trump évoque aujourd'hui la possibilité de renommer l'océan Atlantique « océan d'Amérique », avec cet argument imparable, rapporté par « The Washington Post » (22/10): *« Nous avons un lac et nous avons un golfe, maintenant il nous faut un fleuve et un océan. »* Il a donc contacté Sundar Pichai, le pédégé de Google, du coup très embarrassé: *« S'il vous plaît, ne nous demandez pas de faire cela. »*

Ils arriveront peut-être à un compromis: l'« océan Google d'Amérique ».

●

GUY ALDEGUER, le tout nouveau patron de la fédération LR de l'Essonne, est aussi un (très) fidèle soutien de Retailleau, qu'il rêve d'emmener jusqu'à l'Elysée en mai. En attendant de lui ouvrir la voie vers la victoire, il trace la route dans les foules pour son grand homme: Aldeguer est membre du groupement de protection du parti. C'est un homme de métier: ancien flic de la brigade anticriminalité, il a fondé une société de sécurité privée et fut par ailleurs... gérant d'une boîte en région parisienne, le Maggy's Club, où se sont tenues des soirées strip-tease jusqu'à sa fermeture, il y a quelques mois.

Le très catho Retailleau lui aura sûrement pardonné ce péché véniel !

UKRAINE : UNE ALERTE APRÈS L'AUTRE...



C'EST « LE FIGARO » (26/10) qui l'annonce: *« Les CRS ne vont plus rouler avec des véhicules de Fiat (...), le gouvernement a décidé de commander des centaines de vans Renault à la place. La marque au losange va arriver à la rescousse pour remplacer des Ducato de Fiat (qui fait partie du groupe Stellantis). »*

Tant qu'ils ne sont pas victimes d'une panne de crédits...

●

« LE FIGARO » (24/10) consacre un portrait très amusant à Fran Lebowitz, figure de l'intelligentsia américaine depuis les années 1980, qui a fait l'objet de documentaires réalisés par son ami Martin Scorsese. C'est, dans son genre, une reine de l'aphorisme à la Oscar Wilde. *« Chacune de ses conversations attire les foules »*, écrit le journal. *« Si je fais toutes ces conférences,* explique l'intéressée, *c'est que j'adore parler sans être interrompue et que je vis à New York, une ville terriblement chère. Il faut bien payer ses factures. »*

Groucho Marx n'aurait pas dit mieux.

WEB+

En exclusivité sur lecanardenchaine.fr

- Métaux rares : Bruxelles a bonne mine avec la directive européenne sur l'eau
- Vidéo : le gigantesque fiasco policier du 17 octobre
- Gabriel Attal, influenceur quand ça like, censeur quand ça casse

96 % DES CORAUX SONT MENACÉS D'EXTINCTION D'ICI À CINQUANTE ANS



Le lavoir de mémoire

LES DANGERS du lepénisme, ce sont les Klarsfeld qui en parlent le mieux. Selon Arno, le fils, si l'extrême droite accède au pouvoir, elle **« n'obtiendra pas de résultats économiques, donc, pour tenir, elle sera obligée de devenir un Etat policier** (...), **c'est une évidence ». « On voit**, ajoute le rejeton du couple chasseur de nazis, **que l'entourage de Marine Le Pen, c'est-à-dire ses amis intimes, sont des gens qui ont appartenu à des groupuscules comme le GUD ou d'autres qui, selon certains médias, ont des sympathies pro-extrémistes et même pronazies. »** Ainsi discourait l'avocat le 28 avril 2017, s'adressant à l'AFP. Neuf ans plus tard, le même applaudit Jordan Bardella en dépit de ses déclarations antisémites présumées.

Arno Klarsfeld dit aujourd'hui s'exprimer au nom de ses parents, Beate et Serge, âgés de 87 et 91 ans, qui ont consacré leur vie à traduire en justice les artisans de la Shoah, dont Klaus Barbie, le bourreau de Jean Moulin et de tant d'autres.

Les Klarsfeld applaudissent désormais un parti dont la patronne a des **« amis intimes »** qui ont des **« sympathies pronazies »**, pour reprendre les mots du fiston. Et qui n'a jamais vraiment renié ses liens avec le FN, fondé par son père, un Waffen-SS et des collabos. Vous avez dit devoir de mémoire ?

Leur ralliement à fifille date de 2022, quand Serge, le patriarche, avait reçu des mains du RN Louis Aliot, maire de Perpignan, la médaille de la ville. Cela a suffi à les persuader que Marine Le Pen et ses amis étaient soudainement devenus philosémites.

Cette conversion familiale serait dérisoire si elle ne participait pas à convaincre que le RN est le meilleur rempart contre le racisme et l'antisémitisme quand il est l'inverse, toujours occupé à désigner à la vindicte populaire un bouc émissaire, hier le Juif, aujourd'hui l'Arabe. Que les Klarsfeld lui servent de témoins de moralité, quelle rigolade !

J.-M. Th.

COP17 : la génétique, c'est toc !

DÉJÀ que nous autres, pays du Nord, à la biodiversité pauvre en comparaison, sommes allés piquer chez eux, pays du Sud, la patate, la tomate, le tabac, le cacao, le poivre, l'aubergine, le maïs, le soja, n'en jetez plus, nous continuons de nous emparer aujourd'hui de leurs ressources génétiques.

Dès que des « gènes d'intérêt » des tropiques et de leurs alentours nous intéressent, comme ceux de la pervenche de Madagascar, utilisés dans nombre de médicaments anticancéreux, hop, nos entreprises à la pointe du progrès s'en emparent et les brevettent pour mettre au point de nouveaux produits.

Voilà deux ans, lors de la COP16, à Cali, avait été négocié un accord entre les entreprises pharmaceutiques, cosmétiques, semencières du Nord et les pays du Sud. Plutôt que de négocier des contrats au coup par coup, les boîtes les plus grosses ayant un chiffre d'affaires annuel de plus de 50 millions de dollars et un bénéfice annuel de plus de 5 millions s'engageaient à verser 1 % de leur bénéfice à un « fonds Cali », chargé d'indemniser les peuples autochtones et les communautés locales. Soit, dans le monde, pas moins de 20000 entreprises concernées.

Gag affreux : lors du bilan de mi-étape effectué à la COP17, qui se tient actuellement et jusqu'au 30 octobre à Erevan, en Arménie, et où quelque 200 pays se sont assigné le but de tenir leurs 23 objectifs de protection de la biodiversité pour 2030, on a appris que ce fonds Cali avait récolté pour l'instant, devinez combien, 6000 dollars (« Les Echos », 22/1).

Comme disent diplomatiquement les négociateurs, le problème, c'est **« l'écart entre ambition et action »**.

J.-L. P.

Sur CNews, il faut le croire pour le voir

SAMEDI après-midi, en plein acte II des manifestations, le plateau de CNews est aux premières loges pour commenter la situation, porte d'Italie, à Paris. **« Je vois ces images, ces manifestants qui sont en train de transformer leur tenue** (...)**. Vous avez désormais des gens qui se comportent comme de futurs casseurs, hein, de futurs émeutiers ! Ils se sont équipés, vous l'avez vu en direct, les casques, les cagoules, les masques »**, affirme le présentateur, Olivier Benkemoun. Avant d'insister : **« Ça s'est fait sous les yeux de nos caméras ! »**

Seul hic : les images ne montrent pas Paris... mais Tirana, en Albanie (lire également p. 7), où se tenait aussi une manifestation. Pendant de longues minutes, ni la météo ensoleillée, ni les drapeaux albanais, ni « La Marseillaise » entonnée sur la bande-son parisienne mais pas reprise par les manifestants à l'écran ne mettent la puce à l'oreille des fins limiers de CNews. Finalement, la régie a coupé l'image **« lorsqu'une adolescente a brandi une pancarte rédigée en albanais »** (20 minutes, 24/10).

Prise en flagrant délire, CNews a dû présenter ses excuses avec un **« rectificatif immédiat »**... tombé vingt minutes plus tard, de la bouche d'un présentateur qui n'en démordait pas : **« C'est exactement la même technique** [des manifestants]**, on aurait pu les avoir** (ces images)**, on aurait pu les tourner ici. »** La chaîne Franceinfo, tombée elle aussi dans le panneau, une heure plus tard, en se pensant à Lyon, a, quant à elle, rectifié au bout de quatre minutes seulement. Première sur l'infaux ?

Q.-M. P.

A Orléans, le RN distribue les baffes

JOURNALISTES bousculés, saluts nazis... Le congrès du RN, qui lançait la campagne de Marine Le Pen, les 24 et 25 octobre à Orléans, a donné un avant-goût riant d'une France sous gouvernement lepéniste. Le samedi, la ville était sous cloche, verrouillée par des forces de l'ordre venues en nombre avec moult drones, hélicos et autres canons à eau et véhicules blindés. « Gross » ambiance ! Les ponts donnant accès à la partie sud d'Orléans, où se déroulait l'événement, étaient bloqués par des camions de gendarmes. Seize mille voitures ont été contrôlées durant le week-end – tout cela à cause d'une méchante manif organisée à l'appel des syndicats.

Plusieurs dizaines de milliers d'opposants à l'extrême droite ont scandé de dangereux slogans, comme : **« Octobre rouge contre ordures brunes »**, **« CP, CE1, CE2, CRS »**, propulsés par une joyeuse fanfare. Sur place, l'angoisse était si forte qu'une équipe de CNews, terrorisée au moment d'interviouver les affreux participants, s'est fait passer pour la Radio Télévision suisse, histoire d'éviter une raclette !

Dans la salle du congrès du RN, des journalistes de Mediapart ont été violemment pris à partie par le service d'ordre du mouvement, le DPS, pour avoir eu le malheur d'interroger des militants. Scène similaire le lendemain, quand des membres de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) sont venus brandir une banderole en plein meeting pour rappeler au public les écrits antisémites de Bardella. Des journalistes ont alors été bousculés par la foule. **« Retourne dans ton bled ! »** a lancé une militante à l'un d'eux. Pendant que les membres de l'UEJF étaient molestés par la sécurité du RN, un journaliste de « Politis » se faisait arracher son téléphone. Au même moment, dans la fosse, un type le pointait du doigt : **« Sale Noir, regardez, c'est un Noir ! Pédé ! »** – tout cela sous le regard complice d'une élue. Plus loin, d'autres frontistes multipliaient les saluts nazis. Si on ne peut plus rigoler...

Attaché de presque

A l'extérieur, un journaliste du « Canard » était empoigné et bousculé par l'attaché de presse de Bardella, un certain Victor Chabert, pour l'empêcher de faire son **« métier de merde »**.

L'attentat raciste de Trappes, perpétré deux jours plus tôt par un sympathisant du RN, a, quant à lui, laissé l'assistance de marbre. Dans l'enceinte de l'Arena d'Orléans, tout le monde s'en foutait. Dimanche 25, 8000 personnes ont dansé sur des reprises techno de Delpech ou de Balavoine, comme si Le Pen était déjà élue...

T. B. et Q.-M. P.

Encore raté, Bolsonaro !

ILS N'ONT PAS trop apprécié la réélection de Lula, les milieux d'affaires brésiliens. Lundi matin, grosse gueule de bois. Ben non, le fiston à son papa n'a pas gagné, voilà que la monnaie, le real, dévisse sec et que l'indice boursier montre de sérieux signes de faiblesse. S'en tapent que Lula, réélu pour un quatrième mandat, ait sorti des dizaines de millions de personnes de la pauvreté, oui, vous avez bien lu, des dizaines de millions, qu'il ait instauré la semaine de travail de cinq jours, avec un bilan économique tout à fait convenable.

Bref, quoi qu'on pense de Lula, si le Brésil n'explose pas sous le poids des inégalités, c'est largement grâce à lui. Mais, c'est bien connu, le bizness navigue à courte vue. Fiston promettait un libéralisme à tous crins, la fin de la souveraineté nationale en s'alignant totalement sur les Etats-Unis, et le chaos dans la foulée : ça avait l'air bien.

Lula, qui a fêté mardi 27 octobre ses 81 ans, a gagné 10 millions de voix entre les deux tours, glanées surtout grâce à une mobilisation inédite sur les réseaux sociaux. Flávio Bolsonaro faisait grise mine dimanche 25 au soir, mais il peut néanmoins se frotter les mains : le Congrès brésilien est désormais dominé par la droite et l'extrême droite (56 % des députés, 63 % des sénateurs), qui lui sont toutes acquises. Les réformes que Lula aurait pu entreprendre, réforme fiscale et réforme agraire, promise au Mouvement des sans-terre et jamais réalisée, ont peu de chances d'aboutir.

Cela n'a pas suffi au bouillant Flávio, vexé comme un pou de n'avoir pas été élu. Dressé sur ses ergots, il a réclamé, avant de faire machine arrière, de nouvelles élections, alors que plus de 4 millions de voix le séparaient de Lula. Avant de renoncer piteusement 24 heures plus tard !

A.-S. M.

FUSILLADE À TRAPPES : LE RN EMBARRASSÉ



Le RN met la CGT au piquet

SOPHIE BINET est devenue la tête de Turc du Rassemblement national. La présence de la secrétaire générale de la CGT au rassemblement anti-RN à Orléans, le 24 octobre, a rendu colère Sébastien Chenu, le président du groupe lepéniste à l'Assemblée. **« Ça fait longtemps que Mme Binet ne défend plus l'intérêt des travailleurs mais cherche à empêcher le Rassemblement national »**, s'est-il agacé (France Inter, 26/10).

Pour la remettre dans le droit chemin, le député du Nord a une solution toute trouvée : **« Si la CGT ou n'importe quelle autre structure associative veut faire de la politique, il n'y a pas de raison qu'elle bénéficie de subventions publiques. »** Un joli muselage qui ne figure pourtant pas au programme de Marine Le Pen. Au RN, on aime les syndicats quand ils sont maison, à la botte des patrons et du pouvoir. Et qu'ils ne coûtent pas un sou à l'Etat. Pas simplement pour réaliser des économies mais aussi, et surtout, pour restreindre tout droit et toute liberté syndicale.

Les maires RN n'hésitent plus à fermer des locaux ou les Bourses du travail. Pour un parti qui prétend défendre le monde ouvrier, c'est assez cocasse.

E. So.

BRÉSIL : FLÁVIO BOLSONARO BATTU PAR LULA



VITE DIT !

APRÈS avoir rebaptisé le golfe du Mexique et le lac Ontario respectivement « golfe d'Amérique » et « lac d'Amérique », Donald Trump évoque aujourd'hui la possibilité de renommer l'océan Atlantique « océan d'Amérique », avec cet argument imparable, rapporté par « The Washington Post » (22/10): *« Nous avons un lac et nous avons un golfe, maintenant il nous faut un fleuve et un océan. »* Il a donc contacté Sundar Pichai, le pédégé de Google, du coup très embarrassé: *« S'il vous plaît, ne nous demandez pas de faire cela. »*

Ils arriveront peut-être à un compromis: l'« océan Google d'Amérique ».

●

GUY ALDEGUER, le tout nouveau patron de la fédération LR de l'Essonne, est aussi un (très) fidèle soutien de Retailleau, qu'il rêve d'emmener jusqu'à l'Elysée en mai. En attendant de lui ouvrir la voie vers la victoire, il trace la route dans les foules pour son grand homme: Aldeguer est membre du groupement de protection du parti. C'est un homme de métier: ancien flic de la brigade anticriminalité, il a fondé une société de sécurité privée et fut par ailleurs... gérant d'une boîte en région parisienne, le Maggy's Club, où se sont tenues des soirées strip-tease jusqu'à sa fermeture, il y a quelques mois.

Le très catho Retailleau lui aura sûrement pardonné ce péché véniel !

UKRAINE : UNE ALERTE APRÈS L'AUTRE...

C'EST « LE FIGARO » (26/10) qui l'annonce: *« Les CRS ne vont plus rouler avec des véhicules de Fiat (...), le gouvernement a décidé de commander des centaines de vans Renault à la place. La marque au losange va arriver à la rescousse pour remplacer des Ducato de Fiat (qui fait partie du groupe Stellantis). »*

Tant qu'ils ne sont pas victimes d'une panne de crédits...

●

« LE FIGARO » (24/10) consacre un portrait très amusant à Fran Lebowitz, figure de l'intelligentsia américaine depuis les années 1980, qui a fait l'objet de documentaires réalisés par son ami Martin Scorsese. C'est, dans son genre, une reine de l'aphorisme à la Oscar Wilde. *« Chacune de ses conversations attire les foules »*, écrit le journal. *« Si je fais toutes ces conférences,* explique l'intéressée, *c'est que j'adore parler sans être interrompue et que je vis à New York, une ville terriblement chère. Il faut bien payer ses factures. »*

Groucho Marx n'aurait pas dit mieux.

WEB+

En exclusivité sur lecanardenchaine.fr

- Métaux rares : Bruxelles a bonne mine avec la directive européenne sur l'eau
- Vidéo : le gigantesque fiasco policier du 17 octobre
- Gabriel Attal, influenceur quand ça like, censeur quand ça casse

96 % DES CORAUX SONT MENACÉS D'EXTINCTION D'ICI À CINQUANTE ANS

Le lavoir de mémoire

LES DANGERS du lepénisme, ce sont les Klarsfeld qui en parlent le mieux. Selon Arno, le fils, si l'extrême droite accède au pouvoir, elle **« n'obtiendra pas de résultats économiques, donc, pour tenir, elle sera obligée de devenir un Etat policier** (...), **c'est une évidence ». « On voit**, ajoute le rejeton du couple chasseur de nazis, **que l'entourage de Marine Le Pen, c'est-à-dire ses amis intimes, sont des gens qui ont appartenu à des groupuscules comme le GUD ou d'autres qui, selon certains médias, ont des sympathies pro-extrémistes et même pronazies. »** Ainsi discourait l'avocat le 28 avril 2017, s'adressant à l'AFP. Neuf ans plus tard, le même applaudit Jordan Bardella en dépit de ses déclarations antisémites présumées.

Arno Klarsfeld dit aujourd'hui s'exprimer au nom de ses parents, Beate et Serge, âgés de 87 et 91 ans, qui ont consacré leur vie à traduire en justice les artisans de la Shoah, dont Klaus Barbie, le bourreau de Jean Moulin et de tant d'autres.

Les Klarsfeld applaudissent désormais un parti dont la patronne a des **« amis intimes »** qui ont des **« sympathies pronazies »**, pour reprendre les mots du fiston. Et qui n'a jamais vraiment renié ses liens avec le FN, fondé par son père, un Waffen-SS et des collabos. Vous avez dit devoir de mémoire ?

Leur ralliement à fifille date de 2022, quand Serge, le patriarche, avait reçu des mains du RN Louis Aliot, maire de Perpignan, la médaille de la ville. Cela a suffi à les persuader que Marine Le Pen et ses amis étaient soudainement devenus philosémites.

Cette conversion familiale serait dérisoire si elle ne participait pas à convaincre que le RN est le meilleur rempart contre le racisme et l'antisémitisme quand il est l'inverse, toujours occupé à désigner à la vindicte populaire un bouc émissaire, hier le Juif, aujourd'hui l'Arabe. Que les Klarsfeld lui servent de témoins de moralité, quelle rigolade !

J.-M. Th.

COP17 : la génétique, c'est toc !

DÉJÀ que nous autres, pays du Nord, à la biodiversité pauvre en comparaison, sommes allés piquer chez eux, pays du Sud, la patate, la tomate, le tabac, le cacao, le poivre, l'aubergine, le maïs, le soja, n'en jetez plus, nous continuons de nous emparer aujourd'hui de leurs ressources génétiques.

Dès que des « gènes d'intérêt » des tropiques et de leurs alentours nous intéressent, comme ceux de la pervenche de Madagascar, utilisés dans nombre de médicaments anticancéreux, hop, nos entreprises à la pointe du progrès s'en emparent et les brevettent pour mettre au point de nouveaux produits.

Voilà deux ans, lors de la COP16, à Cali, avait été négocié un accord entre les entreprises pharmaceutiques, cosmétiques, semencières du Nord et les pays du Sud. Plutôt que de négocier des contrats au coup par coup, les boîtes les plus grosses ayant un chiffre d'affaires annuel de plus de 50 millions de dollars et un bénéfice annuel de plus de 5 millions s'engageaient à verser 1 % de leur bénéfice à un « fonds Cali », chargé d'indemniser les peuples autochtones et les communautés locales. Soit, dans le monde, pas moins de 20000 entreprises concernées.

Gag affreux : lors du bilan de mi-étape effectué à la COP17, qui se tient actuellement et jusqu'au 30 octobre à Erevan, en Arménie, et où quelque 200 pays se sont assigné le but de tenir leurs 23 objectifs de protection de la biodiversité pour 2030, on a appris que ce fonds Cali avait récolté pour l'instant, devinez combien, 6000 dollars (« Les Echos », 22/1).

Comme disent diplomatiquement les négociateurs, le problème, c'est **« l'écart entre ambition et action »**.

J.-L. P.

Sur CNews, il faut le croire pour le voir

SAMEDI après-midi, en plein acte II des manifestations, le plateau de CNews est aux premières loges pour commenter la situation, porte d'Italie, à Paris. **« Je vois ces images, ces manifestants qui sont en train de transformer leur tenue** (...)**. Vous avez désormais des gens qui se comportent comme de futurs casseurs, hein, de futurs émeutiers ! Ils se sont équipés, vous l'avez vu en direct, les casques, les cagoules, les masques »**, affirme le présentateur, Olivier Benkemoun. Avant d'insister : **« Ça s'est fait sous les yeux de nos caméras ! »**

Seul hic : les images ne montrent pas Paris... mais Tirana, en Albanie (lire également p. 7), où se tenait aussi une manifestation. Pendant de longues minutes, ni la météo ensoleillée, ni les drapeaux albanais, ni « La Marseillaise » entonnée sur la bande-son parisienne mais pas reprise par les manifestants à l'écran ne mettent la puce à l'oreille des fins limiers de CNews. Finalement, la régie a coupé l'image **« lorsqu'une adolescente a brandi une pancarte rédigée en albanais »** (20 minutes, 24/10).

Prise en flagrant délire, CNews a dû présenter ses excuses avec un **« rectificatif immédiat »**... tombé vingt minutes plus tard, de la bouche d'un présentateur qui n'en démordait pas : **« C'est exactement la même technique** [des manifestants]**, on aurait pu les avoir** (ces images)**, on aurait pu les tourner ici. »** La chaîne Franceinfo, tombée elle aussi dans le panneau, une heure plus tard, en se pensant à Lyon, a, quant à elle, rectifié au bout de quatre minutes seulement. Première sur l'infaux ?

Q.-M. P.

A Orléans, le RN distribue les baffes

JOURNALISTES bousculés, saluts nazis... Le congrès du RN, qui lançait la campagne de Marine Le Pen, les 24 et 25 octobre à Orléans, a donné un avant-goût riant d'une France sous gouvernement lepéniste. Le samedi, la ville était sous cloche, verrouillée par des forces de l'ordre venues en nombre avec moult drones, hélicos et autres canons à eau et véhicules blindés. « Gross » ambiance ! Les ponts donnant accès à la partie sud d'Orléans, où se déroulait l'événement, étaient bloqués par des camions de gendarmes. Seize mille voitures ont été contrôlées durant le week-end – tout cela à cause d'une méchante manif organisée à l'appel des syndicats.

Plusieurs dizaines de milliers d'opposants à l'extrême droite ont scandé de dangereux slogans, comme : **« Octobre rouge contre ordures brunes »**, **« CP, CE1, CE2, CRS »**, propulsés par une joyeuse fanfare. Sur place, l'angoisse était si forte qu'une équipe de CNews, terrorisée au moment d'interviouver les affreux participants, s'est fait passer pour la Radio Télévision suisse, histoire d'éviter une raclette !

Dans la salle du congrès du RN, des journalistes de Mediapart ont été violemment pris à partie par le service d'ordre du mouvement, le DPS, pour avoir eu le malheur d'interroger des militants. Scène similaire le lendemain, quand des membres de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) sont venus brandir une banderole en plein meeting pour rappeler au public les écrits antisémites de Bardella. Des journalistes ont alors été bousculés par la foule. **« Retourne dans ton bled ! »** a lancé une militante à l'un d'eux. Pendant que les membres de l'UEJF étaient molestés par la sécurité du RN, un journaliste de « Politis » se faisait arracher son téléphone. Au même moment, dans la fosse, un type le pointait du doigt : **« Sale Noir, regardez, c'est un Noir ! Pédé ! »** – tout cela sous le regard complice d'une élue. Plus loin, d'autres frontistes multipliaient les saluts nazis. Si on ne peut plus rigoler...

Attaché de presque

A l'extérieur, un journaliste du « Canard » était empoigné et bousculé par l'attaché de presse de Bardella, un certain Victor Chabert, pour l'empêcher de faire son **« métier de merde »**.

L'attentat raciste de Trappes, perpétré deux jours plus tôt par un sympathisant du RN, a, quant à lui, laissé l'assistance de marbre. Dans l'enceinte de l'Arena d'Orléans, tout le monde s'en foutait. Dimanche 25, 8000 personnes ont dansé sur des reprises techno de Delpech ou de Balavoine, comme si Le Pen était déjà élue...

T. B. et Q.-M. P.

Encore raté, Bolsonaro !

ILS N'ONT PAS trop apprécié la réélection de Lula, les milieux d'affaires brésiliens. Lundi matin, grosse gueule de bois. Ben non, le fiston à son papa n'a pas gagné, voilà que la monnaie, le real, dévisse sec et que l'indice boursier montre de sérieux signes de faiblesse. S'en tapent que Lula, réélu pour un quatrième mandat, ait sorti des dizaines de millions de personnes de la pauvreté, oui, vous avez bien lu, des dizaines de millions, qu'il ait instauré la semaine de travail de cinq jours, avec un bilan économique tout à fait convenable.

Bref, quoi qu'on pense de Lula, si le Brésil n'explose pas sous le poids des inégalités, c'est largement grâce à lui. Mais, c'est bien connu, le bizness navigue à courte vue. Fiston promettait un libéralisme à tous crins, la fin de la souveraineté nationale en s'alignant totalement sur les Etats-Unis, et le chaos dans la foulée : ça avait l'air bien.

Lula, qui a fêté mardi 27 octobre ses 81 ans, a gagné 10 millions de voix entre les deux tours, glanées surtout grâce à une mobilisation inédite sur les réseaux sociaux. Flávio Bolsonaro faisait grise mine dimanche 25 au soir, mais il peut néanmoins se frotter les mains : le Congrès brésilien est désormais dominé par la droite et l'extrême droite (56 % des députés, 63 % des sénateurs), qui lui sont toutes acquises. Les réformes que Lula aurait pu entreprendre, réforme fiscale et réforme agraire, promise au Mouvement des sans-terre et jamais réalisée, ont peu de chances d'aboutir.

Cela n'a pas suffi au bouillant Flávio, vexé comme un pou de n'avoir pas été élu. Dressé sur ses ergots, il a réclamé, avant de faire machine arrière, de nouvelles élections, alors que plus de 4 millions de voix le séparaient de Lula. Avant de renoncer piteusement 24 heures plus tard !

A.-S. M.

FUSILLADE À TRAPPES : LE RN EMBARRASSÉ

Le RN met la CGT au piquet

SOPHIE BINET est devenue la tête de Turc du Rassemblement national. La présence de la secrétaire générale de la CGT au rassemblement anti-RN à Orléans, le 24 octobre, a rendu colère Sébastien Chenu, le président du groupe lepéniste à l'Assemblée. **« Ça fait longtemps que Mme Binet ne défend plus l'intérêt des travailleurs mais cherche à empêcher le Rassemblement national »**, s'est-il agacé (France Inter, 26/10).

Pour la remettre dans le droit chemin, le député du Nord a une solution toute trouvée : **« Si la CGT ou n'importe quelle autre structure associative veut faire de la politique, il n'y a pas de raison qu'elle bénéficie de subventions publiques. »** Un joli muselage qui ne figure pourtant pas au programme de Marine Le Pen. Au RN, on aime les syndicats quand ils sont maison, à la botte des patrons et du pouvoir. Et qu'ils ne coûtent pas un sou à l'Etat. Pas simplement pour réaliser des économies mais aussi, et surtout, pour restreindre tout droit et toute liberté syndicale.

Les maires RN n'hésitent plus à fermer des locaux ou les Bourses du travail. Pour un parti qui prétend défendre le monde ouvrier, c'est assez cocasse.

E. So.

BRÉSIL : FLÁVIO BOLSONARO BATTU PAR LULA

VITE DIT !

APRÈS avoir rebaptisé le golfe du Mexique et le lac Ontario respectivement « golfe d'Amérique » et « lac d'Amérique », Donald Trump évoque aujourd'hui la possibilité de renommer l'océan Atlantique « océan d'Amérique », avec cet argument imparable, rapporté par « The Washington Post » (22/10): *« Nous avons un lac et nous avons un golfe, maintenant il nous faut un fleuve et un océan. »* Il a donc contacté Sundar Pichai, le pédégé de Google, du coup très embarrassé: *« S'il vous plaît, ne nous demandez pas de faire cela. »*

Ils arriveront peut-être à un compromis: l'« océan Google d'Amérique ».

●

GUY ALDEGUER, le tout nouveau patron de la fédération LR de l'Essonne, est aussi un (très) fidèle soutien de Retailleau, qu'il rêve d'emmener jusqu'à l'Elysée en mai. En attendant de lui ouvrir la voie vers la victoire, il trace la route dans les foules pour son grand homme: Aldeguer est membre du groupement de protection du parti. C'est un homme de métier: ancien flic de la brigade anticriminalité, il a fondé une société de sécurité privée et fut par ailleurs... gérant d'une boîte en région parisienne, le Maggy's Club, où se sont tenues des soirées strip-tease jusqu'à sa fermeture, il y a quelques mois.

Le très catho Retailleau lui aura sûrement pardonné ce péché véniel !

UKRAINE : UNE ALERTE APRÈS L'AUTRE...

C'EST « LE FIGARO » (26/10) qui l'annonce: *« Les CRS ne vont plus rouler avec des véhicules de Fiat (...), le gouvernement a décidé de commander des centaines de vans Renault à la place. La marque au losange va arriver à la rescousse pour remplacer des Ducato de Fiat (qui fait partie du groupe Stellantis). »*

Tant qu'ils ne sont pas victimes d'une panne de crédits...

●

« LE FIGARO » (24/10) consacre un portrait très amusant à Fran Lebowitz, figure de l'intelligentsia américaine depuis les années 1980, qui a fait l'objet de documentaires réalisés par son ami Martin Scorsese. C'est, dans son genre, une reine de l'aphorisme à la Oscar Wilde. *« Chacune de ses conversations attire les foules »*, écrit le journal. *« Si je fais toutes ces conférences,* explique l'intéressée, *c'est que j'adore parler sans être interrompue et que je vis à New York, une ville terriblement chère. Il faut bien payer ses factures. »*

Groucho Marx n'aurait pas dit mieux.

WEB+

En exclusivité sur lecanardenchaine.fr

- Métaux rares : Bruxelles a bonne mine avec la directive européenne sur l'eau
- Vidéo : le gigantesque fiasco policier du 17 octobre
- Gabriel Attal, influenceur quand ça like, censeur quand ça casse

MACRON ET LES JEUNES



INTERROGÉ dans le podcast d'Aurélien Tehouaméni, The Bridge, sur les mèmes (caricatures sur les réseaux sociaux) qu'il préfère, Kylian Mbappé a cité celui mêlant l'image de Mao à la sienne. *« Il y en a plein,* a déclaré l'attaquant du Real Madrid. *Celui qui m'a fait le plus rigoler, c'est quand on avait mis une vidéo d'un mec, un dictateur chinois, je crois, avec ma tête. »* Mao, un dictateur ? Allons bon ! Un fabricant chinois de boissons et de fromages a annoncé la rupture de son partenariat avec le capitaine des Bleus: *« Nous nous opposons fermement à tout comportement qui heurte le sentiment national et nous faisons preuve d'une tolérance zéro à cet égard. »* Les vidéos des buts de Mbappé ont été retirées de plusieurs plateformes chinoises.

La Chine, pays du rire amer.

●

EUROPE 1, propriété du groupe Bolloré, se trouve mis en demeure par l'Arcom, l'autorité de régulation des médias, concernant des propos *« de nature à inciter à la haine »* tenus à l'antenne par la présentatrice Christine Kelly fin janvier. Commentant une affaire de viol d'une femme âgée dont le principal suspect était un ressortissant tunisien, Kelly s'était surpassée en déclarant (« Le Monde », 26/10): *« On ne dit pas que tous les migrants sont des violeurs, mais beaucoup le sont, comme les chiffres le révèlent. »* Les personnes présentes à l'antenne n'avaient pas bronché.

Ironie de l'histoire: Kelly fut naguère membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, ancêtre de l'Arcom.